

*l'Anti*capitaliste

N°104 | FÉVRIER-MARS 2019 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



LES EXTRÊMES DROITES À L'ASSAUT DE L'EUROPE



LES GILETS JAUNES CONTINUENT DE FAIRE TREMBLER MACRON



VAGUE DE GRÈVES ENSEIGNANTES AUX ÉTATS-UNIS



LA COLÈRE DES PAYSAN·E·S INDIENS

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Patrons requins, État complice : c'est ça le capitalisme **P3**

PREMIER PLAN

NPA Les Gilets jaunes continuent de faire trembler Macron **P4**

Régine Vinon Vague de grèves enseignantes aux États-Unis **P7**

Christine Schneider La colère des paysanEs indiens **P10**

DOSSIER

Julien Salingue Les extrêmes droites à l'assaut de l'Europe **P13**

Francesco Ruggeri Italie : la résistible ascension de la Ligue **P17**

Bertold du Ryon

Autriche : un gouvernement droite-extrême droite en guerre contre les salariéEs **P20**

Gyöző Lugosi Hongrie : un mélange embrouillé de nationalisme et de néolibéralisme **P23**

Petter Nilsson Suède : l'extrême droite bientôt aux portes du pouvoir ? **P26**

INTERVIEW

Collectif « Pour nous, la grève de la faim, c'était une arme pour mobiliser les gens » **P29**

REPÈRES

Patrick Le Moal

L'affaire Dreyfus, moment de structuration d'une extrême droite en France **P33**

FOCUS

Adel Abderrezak Algérie : une dynamique de crise pré-révolutionnaire **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Crédits illustration de Une :
Brouck

À nos lecteurs et lectrices

En raison de l'actualité sociale chargée, de l'investissement du NPA et de ses militantEs dans les mobilisations en cours et de nos (trop) faibles moyens humains, nous avons pris trop de retard pour sortir le numéro de *l'Anticapitaliste* mensuel daté de février 2019. Le présent numéro est donc un numéro de février-mars. Nous vous présentons toutes nos excuses, et nos abonnéEs ne seront évidemment pas pénalisés par ce contretemps.

La rédaction



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Laurent Ripart, Julien Salingue, Virginia de la Siega, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Patrons requins, État complice : c'est ça le capitalisme

PAR RÉGINE VINON

Que de contorsions nos dirigeants politiques, Le Maire en tête, Macron derrière, n'ont-ils pas réalisés ces dernières semaines pour prétendre défendre les ouvriers menacés par la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort ! Macron a dénoncé le cynisme de Ford, Le Maire se dit « écoeuré »... Avec l'air de découvrir qu'ils sont impuissants devant la volonté d'une multinationale comme Ford. Laquelle a décidé de fermer son usine, et donc de refuser toute reprise par qui que ce soit. Car Ford a une stratégie, comme tant d'autres avant lui. C'est lui qui décide au niveau mondial. Il a réalisé plus de 6 milliards de dollars de profits en 2017. Et alors ? Il estime que ce n'est pas assez, et est bien décidé à réorganiser ses sites de production à travers le monde, pour assurer de plus grands profits à l'avenir. Il a ainsi annoncé ne plus produire de poids lourds en Amérique du Sud, et va fermer sa plus ancienne usine au Brésil, en banlieue de Sao Paulo. 3000 ouvriers et 1500 sous-traitants vont ainsi être jetés à la rue. Ces multinationales arrivent presque toujours à leurs fins : fermer leur usine lorsqu'elles le décident et jeter le personnel qui leur a servi à réaliser leurs profits.

Alors, que valent toutes ces gesticulations et postures du gouvernement ? Ils voudraient bien résister, mais ne peuvent pas ? Ils font tout ce qu'ils peuvent, mais les autres sont les plus forts ? C'est bien entendu la soupe qu'ils voudraient nous servir.

L'ÉTAT AU SERVICE DES GRANDES ENTREPRISES CAPITALISTES

Mais l'exemple de Ford montre le rôle de l'État dans le système capitaliste : il est exclusivement au service des grands industriels. Et plus le système s'enfonce dans la crise, plus l'Etat leur apporte son aide. Car ce que les néolibéraux recherchent, ce n'est pas une protection partielle, mais une protection complète des droits du capital privé. Et qui mieux qu'Emmanuel Macron, proclamé en mai dernier « leader des marchés libres » par le magazine des milliardaires d'outre-Atlantique *Forbes*, peut leur assurer cette protection ? C'est pourquoi la promesse de nationaliser Ford, même temporairement, mesure évoquée par le gouvernement, n'a pas été tenue. Car cela contreviendrait à ce qu'il pense vraiment, et que Le Maire a exprimé franchement devant l'université d'été du Medef en 2017 : « À vous entrepreneurs, je ne dis pas : c'est donnant-donnant. [...] Je ne crois pas à cette logique de conditions, qui ruine le bien le plus précieux en économie : la confiance. »

Baisse de la fiscalité, assouplissement du code du travail, maintien du CICE malgré toutes les critiques sur son inef-



Photothèque rouge/JMB

ficacité : les pouvoirs publics continuent de tout faire pour faciliter la vie des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Au détriment de l'emploi : rien que depuis sept ans, un millier d'usines comptant souvent plusieurs centaines d'ouvriers ont fermé et laissé de nombreux territoires à l'abandon. Il y a eu Florange, Gandrange, Goodyear, LU, les plans sociaux qui se succèdent dans les usines Alcatel reprises par Nokia. Rien que depuis le début de l'année, les annonces de fermetures d'usines ou de licenciements se sont multipliées : Ascoval dans le Nord, PSA dans le Doubs, Sanofi, la fonderie du Poitou, Conforama, sans parler des suppressions de postes massives dans les banques, la SNCF qui prévoit de supprimer 2000 postes supplémentaires en 2019, après en avoir déjà supprimé en 2018. L'État donne lui-même l'exemple en supprimant des milliers de postes dans la fonction publique. Le même ministre de l'Économie qui prétend se battre contre le méchant Ford s'apprête à brader au privé les entreprises françaises très profitables Aéroports de Paris (ADP), la Française des jeux (FDJ) et Engie. Au plus grand profit des investisseurs, actionnaires privés, et au détriment des contribuables du pays. Comme l'illustre parfaitement l'aventure des autoroutes, bradées au privé du temps de Villepin, et qui nous coûtent à toutes très cher.

On ne peut donc compter le moins du monde sur l'État pour nous protéger. Ce sont nos luttes qui pourront le faire. Les salariéEs de Ford Blanquefort, en se bagarrant dans les années 2010, lorsque Ford voulait déjà fermer l'usine, ont réussi à repousser l'échéance de quelques années. Aujourd'hui, ils n'ont pu gagner car ils sont restés trop isolés dans leur lutte. Tant de travailleurs et travailleuses sont concernés par les mêmes problèmes qu'un mouvement d'ensemble déterminé est plus que jamais nécessaire. □

Les Gilets jaunes continuent de faire trembler Macron, mais un mouvement d'ensemble demeure nécessaire

Résolution adoptée lors du Conseil politique national du NPA des 23-24 mars.

UN MOUVEMENT DES GILETS JAUNES TOUJOURS BIEN VIVANT

Quatre mois après le premier week-end de mobilisation, le mouvement des Gilets jaunes continue d'être un fait politique et social majeur. Contrairement à ce que Macron et les siens espéraient lors du lancement du « Grand débat », la contestation n'a pas cessé et, selon les dernières enquêtes d'opinion, les Gilets jaunes continuent d'être soutenus majoritairement dans la population, avec des niveaux de soutien très élevés dans les classes populaires. Les campagnes de dénigrement et la focalisation politico-médiatique sur les « violences » n'ont pas suffi : les revendications pour plus de démocratie, pour plus de justice sociale et fiscale, pour l'augmentation des salaires et des revenus, etc., recueillent l'adhésion de la majorité de la population, ce qui confirme le caractère minoritaire du pouvoir et de ses politiques.

Le « Grand débat » et la propagande gouvernementale auront essentiellement servi à ressouder une partie de la base électorale de Macron et à lui faire gagner des soutiens sur sa droite, comme l'indiquent l'ensemble des enquêtes d'opinion. Une étude du Cevipof sur les participants à 240 débats locaux confirme cette tendance : 55% d'hommes, moyenne d'âge 60 ans, 64% de diplômés du supérieur, 75% de propriétaires. Soit une sociologie marquée, à mi-chemin entre les électeurs de Macron et de Fillon, et très éloignée des catégories les plus investies dans le mouvement des Gilets jaunes, qui indique que ces derniers, s'ils et elles n'ont pas collectivement appelé au boycott des initiatives du « Grand débat », ne s'en sont pas saisis, maintenant le cap d'une mobilisation extra-institutionnelle et d'une défiance à l'égard du pouvoir.

ESCALADE RÉPRESSIVE

Les chiffres de la répression, qu'elle soit policière ou judiciaire, sont sans précédent : 9000 arrestations depuis novembre, plus de 2000 condamnations, plus de 1000 personnes toujours en at-

tente de jugement, 2200 manifestants blessés, dont plus de 200 à la tête, 22 éborgnés... Une violence qui n'a toutefois pas davantage permis d'éteindre la contestation. En effet, et ce bien qu'il ne fasse guère de doute que la politique du tout-répressif, avec en premier lieu les violences policières, a dissuadé – et continue de dissuader – nombre de personnes de participer aux rassemblements et manifestations, ce sont chaque samedi des dizaines de milliers de Gilets jaunes qui continuent de défiler aux quatre coins de la France, avec souvent des confrontations très dures avec les forces de répression, loin d'être le seul fait de militants d'extrême gauche.

L'escalade répressive du gouvernement n'en demeure pas moins des plus préoccupantes. Après l'inscription, fin 2017, des dispositions de l'état d'urgence dans la législation « normale », la loi dite « anticasseurs », qui vient d'être adoptée par le Parlement, est un pas supplémentaire franchi dans les restrictions des libertés publiques, notamment la liberté de manifester. La surenchère gouvernementale qui a suivi l'épisode « Champs-Élysées » du 16 mars indique en outre que Macron, Philippe, Castaner et Cie sont prêts à aller encore plus loin. Le soutien absolu affiché aux forces de police et de gendarmerie malgré la médiatisation des violences policières est un autre indice de la dangerosité de la fuite en avant répressive du pouvoir.

UN POUVOIR FRAGILISÉ...

Ces postures martiales et ces mesures autoritaires s'inscrivent dans la continuité des tendances que nous décrivions au mois de janvier : incapable de reprendre la main et déterminé à ne pas répondre aux revendications essentielles des Gilets jaunes, qui sont contradictoires avec la logique globale de sa politique, le pouvoir a fait le choix de taper toujours plus fort, quitte à perdre une partie de ses soutiens « démocrates » et à miser sur une alliance avec les secteurs les plus réactionnaires de la droite. Au mépris et à l'arrogance

s'ajoute toujours plus de violence, et Macron et les siens sont de plus en plus détestés par de larges fractions des classes populaires, qui sont en outre les premières cibles de leurs politiques anti-sociales. La mobilisation des Gilets jaunes demeure, quatre mois après le 17 novembre, un point de cristallisation des contradictions sociales et politiques de la présidence Macron, et un facteur de déstabilisation majeur.

Sous le double impact du mouvement des Gilets jaunes et des répliques de l'affaire Benalla, qui mine le pouvoir depuis l'été dernier, la Macronie demeure en effet dans une situation de crise, qui se traduit non seulement par la recherche permanente d'artifices communicationnels et de fusibles à faire sauter – le dernier en date étant le préfet de police de Paris – mais aussi par des départs en série dans l'entourage direct de Macron : Ahlem Gharbi et Barbara Frugier, conseillères « international », Sylvain Fort, conseiller en communication, Ismaël Emelien, l'un des proches conseillers de Macron, etc. Malgré quelques ralliements opportunistes à l'occasion des élections européennes, l'Élysée peine à renouveler ses équipes, et même à totalement caporaliser le groupe LREM à l'Assemblée – ce dont témoignent quelques départs individuels ou les 50 abstentions sur la loi dite « anticasseurs ».

... MAIS DÉTERMINÉ

Malgré cette érosion de sa légitimité et cette instabilité maintenue, le gouvernement n'entend pas toutefois renoncer à ses contre-réformes, même s'il a dû en partie lever le pied aux mois de décembre-janvier et concéder de vrais-faux reculs (sur la CSG et la prime d'activité). Loi sur l'école, loi Santé, privatisations, assurance chômage, CAP 2022, etc. : le rouleau compresseur est toujours là, et les projets à venir (sur les retraites et la Sécu notamment) annoncent toujours plus de reculs sociaux. Et nul doute que ce n'est pas à propos de ces politiques que la population sera consultée lors d'un éventuel référendum, qui ne portera pas



Phothèque rouge/Martin Noda

sur des questions qui sont le cœur du projet et de la politique de Macron.

Force est de constater que si le gouvernement se sent suffisamment en confiance pour poursuivre sur sa lancée, ce n'est pas seulement en raison de son obstination ultra-libérale. C'est aussi parce que le mouvement des Gilets jaunes, aussi durable, déterminé et populaire soit-il, n'a pas franchi le cap nécessaire pour inquiéter suffisamment le pouvoir et le contraindre à reculer. Le choix de poursuivre l'épreuve de force résulte d'une mesure des rapports de forces réel et du constat que les Gilets jaunes n'ont pas réussi à entraîner dans la mobilisation de larges secteurs du salariat, et que les organisations du mouvement ouvrier, en premier lieu les organisations syndicales, ont fait, à de rares exceptions près, le choix de maintenir une stratégie de « journées d'action » sans lendemain, qui n'offrent aucune perspective de convergence durable et de construction d'un mouvement d'ensemble contre Macron et ses politiques.

DES LUTTES TROP ÉPARSES

Les journées de mobilisation du 5 février et du 19 mars, organisées sous la pression des bases syndicales, notamment du côté de la CGT, n'ont pas été des échecs et ont démontré une certaine disponibilité à la lutte – et à la grève. Mais elles n'ont pas pour autant été de réels points d'appui pour étendre suffisamment les convergences et poser les jalons d'un mouvement d'ensemble, même si elles ont permis des rapprochements entre Gilets jaunes et équipes syndicales, qui se sont parfois traduits par des appels communs à manifester et des actions communes. Le climat général est pourtant favorable

à la contestation, et plusieurs secteurs, essentiellement dans la fonction publique, s'en saisissent. On pense ici notamment à l'Éducation nationale, avec une multitude de luttes, pour des moyens, contre les effets des réformes Blanquer, avec des situations de grèves reconductibles, entre autres en Ile-de-France et en Loire-Atlantique, et aux Finances publiques, avec plusieurs journées de grèves, avec piquets et blocages, un mouvement de longue durée en Haute-Garonne, et de nouvelles dates de mobilisation en perspective. Dans le secteur de la Santé, les luttes sont également nombreuses, pour les conditions de travail, contre les fermetures de services et/ou d'établissements, avec une coordination de plus en plus forte dans le secteur de la psychiatrie. Autre exemple avec La Poste, et des luttes (souvent victorieuses) aux quatre coins du pays, et la mobilisation emblématique des postierEs du 92, qui s'approprient à « fêter » un an de grève reconductible. Dans le privé, des luttes existent aussi, notamment contre les suppressions d'emplois et les licenciements mais, à l'instar du cas emblématique de Ford Blanquefort, demeurent isolées, peu coordonnées, et sont rarement victorieuses.

UNE ORIENTATION POUR LE NPA

Dans un tel contexte, nous devons essayer de maintenir le cap que nous nous étions fixés en janvier, c'est-à-dire être capables de s'investir loyalement dans la construction des mobilisations, des lieux de travail aux ronds-points, d'œuvrer à leur développement et à leurs convergences, tout en posant un certain nombre

de questions et en menant les discussions qui nous semblent essentielles : unité, auto-organisation, nécessité de la grève. Dans le mouvement des Gilets jaunes, les tentatives de structuration, comme à Commercy, à Saint-Nazaire ou dans l'Est, sont des éléments positifs, que nous devons appuyer, tout en tenant compte des spécificités de cette mobilisation, de son caractère décentralisé et de sa méfiance – légitime – à l'égard des mécanismes délégués et des porte-paroles plus ou moins auto-proclamés.

Si la présence de l'extrême droite est moins visible qu'elle ne l'était dans la première phase du mouvement, la menace est toujours là. Les agressions commises par divers groupuscules dans plusieurs villes, y compris contre le NPA à Paris et à Toulouse, ont certes été la traduction de leur violente hostilité aux convergences – partielles mais réelles – entre Gilets jaunes et mouvement ouvrier, qui se sont concrétisées par des initiatives communes, une plus grande visibilité des revendications sociales et la mise en avant de la question de la grève et du blocage de l'économie. Mais la bataille n'est pas gagnée, et il serait dangereux d'oublier le caractère toujours hétérogène de la mobilisation, la volonté des groupuscules d'en découdre physiquement et, bien évidemment, le poids électoral de l'extrême droite, qui bénéficie en outre de la fuite en avant autoritaire et liberticide du gouvernement. Il s'agit donc de continuer à combattre, au sein de la mobilisation et au-delà, les tentatives de détournement réactionnaire d'une colère sociale légitime, mais aussi



de refuser, physiquement, que les fachos se sentent chez eux dans la rue.

Il s'agit en outre, comme nous le discutons en janvier, de défendre, dans nos structures d'intervention, en particulier les syndicats, la nécessité de s'investir dans le mouvement et d'amplifier les convergences. Nous devons pousser à l'approfondissement des liens entre le mouvement ouvrier organisé et les Gilets jaunes, ce qui passe également par le fait de mettre en avant, dans chaque secteur, des revendications spécifiques faisant ce lien (salaires, défense des services publics, etc.). Enfin, nous devons développer une politique de parti, en continuant tout d'abord de construire des cadres de front unique, même partiels, en soutien à la mobilisation et autour de questions politiques spécifiques – comme nous le faisons sur la répression –, tout en mesurant le fait que, les élections européennes approchant, les logiques boutiquières risquent de reprendre le dessus. Il s'agit aussi de défendre nos propres perspectives politiques, en élaborant et distribuant du matériel, en organisant des réunions publiques et des meetings, dans un contexte où la sympathie à notre égard est bien réelle et où nos propositions peuvent être largement entendues – a fortiori dans la mesure où la plupart des organisations politiques sont désormais focalisées sur les élections : revendications sociales (augmentation des salaires et des revenus, taxation des profits, etc.), démocratiques (contrôle sur les élus, déprofessionnalisation de la vie politique, illégitimité de Macron, refus qu'une minorité décide pour la majorité, etc.) et écologiques (développement des transports publics gratuits, expropriation des grands groupes de l'énergie, planification, etc.).

FÉMINISTES, ANTIRACISTES, ET PLUS CHAUDS QUE LE CLIMAT

Plusieurs éléments de la situation, au-delà du mouvement des Gilets jaunes, indiquent en effet que des opportunités existent et que nous devons prendre des initiatives. Les mobilisations du 8 mars, à l'échelle internationale, confirment le développement d'une vague féministe d'ampleur, avec le cas emblématique de l'État espagnol, qui reste à l'heure actuelle relativement faible en France. Mais il n'y a pas de fatalité à ce que ce retard ne soit pas comblé, et certaines récentes affaires (procès Baupin, Ligue du LOL, etc.) montrent que les effets différés de la

vague #metoo n'ont pas fini de se faire sentir. Le NPA doit prendre toute sa part à la construction des cadres de mobilisations féministes, qui sont non seulement un élément essentiel du rapport de forces global, mais aussi un vecteur de politisation important dans la jeunesse.

Il en va de même des mobilisations anti-racistes qui, comme l'ont montré les marches du 16 mars, sont vivantes et déterminées, tout en demeurant numériquement faibles en comparaison avec d'autres pays européens (Allemagne, Italie, État espagnol, Grande-Bretagne), mais qui sont un enjeu essentiel dans une période de développement du racisme décomplexé et d'une pré-campagne européenne qui annonce le pire à propos des migrantEs. Investissement dans la solidarité concrète avec les migrantEs, lutte contre les discours et les législations racistes, construction de cadres unitaires de mobilisation : les chantiers ne manquent pas. Une brochure issue de la commission immigration-antiracisme est en cours de finalisation, que nous devons largement utiliser et diffuser dans nos milieux et dans les mobilisations.

La massivité des mobilisations pour le climat et la réussite de la journée de grève de la jeunesse scolarisée le 15 mars sont des indices supplémentaires de l'ancrage des préoccupations écologiques, notamment chez les jeunes, et du fait que cette question est un fait politique majeur, et durable, dans la période. La menace globale est de plus en plus palpable, ainsi que les effets du dérèglement climatique, qui ont provoqué une prise de conscience, à une échelle de masse, de l'urgence de se mobiliser et de ne pas laisser le sort de la planète entre les mains des entreprises et des gouvernement capitalistes. En mettant directement en cause les États et les grands groupes privés, ces mobilisations indiquent nettement que le discours de culpabilisation individuelle est de moins en moins opérant, et que c'est bel et bien le fonctionnement global du système qui est remis en cause – avec plus ou moins de radicalité. À nous de nous investir pleinement dans la construction de ces mobilisations, en premier lieu dans la jeunesse, là encore en les construisant loyalement et sans sectarisme, tout en y défendant nos propositions et perspectives écosocialistes. Ces dernières s'inscrivent pleinement dans nos réponses globales à la crise globale du système, et doivent faire partie intégrante de notre profil, dans l'ensemble des mobilisations.

INTERNATIONALISTES !

La bonne surprise venue d'Algérie, avec la mobilisation – toujours en cours – de millions d'AlgérienEs contre le « système » Bouteflika et, plus globalement, contre le régime prédateur, nous rappelle que la crise mondiale du capitalisme et les réactions en chaîne qu'elle a déclenchées, est toujours génératrice d'instabilité politique. Réplique des soulèvements arabes de 2010-2011 – tout comme l'est la mobilisation populaire au Soudan, moins médiatisée mais pas moins profonde –, le soulèvement algérien est un formidable encouragement pour les peuples du monde entier, et une forme de remède au fatalisme. Dans un paysage mondial marqué par la montée en puissance des courants nationalistes-autoritaires, de Trump à Orban et Salvini en passant par Erdogan et Bolsonaro, la lutte des AlgérienEs rappelle que les mobilisations populaires de masse ont le pouvoir de changer le cours des choses. Ainsi, et ce même si nous ne connaissons pas à l'avance les futurs développements en Algérie, la solidarité avec la lutte populaire algérienne et la dénonciation des complicités impérialistes françaises doivent être au cœur de notre profil internationaliste : participation aux mobilisations des AlgérienEs en France, mise en œuvre de la solidarité concrète avec nos camarades en Algérie, organisation de réunions publiques, etc. Cette dimension internationaliste de notre intervention est centrale, a fortiori dans la mesure où l'ensemble des indicateurs internationaux, notamment économiques, tendant à confirmer que, loin d'être terminée, la crise globale du capitalisme pourrait connaître, à court ou moyen terme, de nouveaux développements générateurs de catastrophes sociales et politiques. Pour s'orienter et pour convaincre dans une telle période d'instabilité, une vision internationale et internationaliste demeure une boussole essentielle. Les logiques racistes, xénophobes, chauvines, sont en effet toujours bien là, y compris dans une partie de la gauche, et nous devons les combattre tant elles sont mortifères pour l'ensemble de notre camp social et des mobilisations. C'est ce que nous aurions fait si nous nous étions présentés aux élections européennes, c'est ce que nous devons faire, à une échelle certes moindre, dans la campagne politique que nous mènerons dans les semaines qui viennent. □

Vague de grèves enseignantes aux États-Unis

PAR RÉGINE VINON

Démarrée il y a tout juste un an en Virginie Occidentale, du 22 février au 3 mars 2018 (voir l'Anticapitaliste mensuel n°98), la vague de grèves du personnel scolaire s'est étendue tout au long de l'année et a touché nombre de territoires étatsuniens : l'Oklahoma, le Kentucky, l'Arizona, le Colorado et, tout récemment, la Californie. Le dernier mouvement en date s'est déroulé à Los Angeles et a été, comme les autres, massif, déterminé, et extrêmement soutenu par la population.

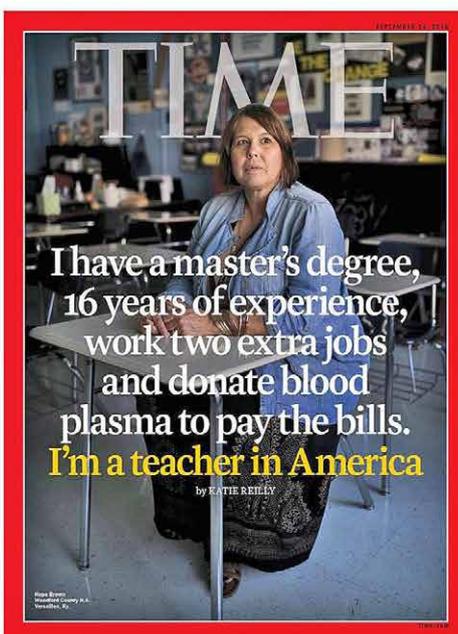
Il faut dire que depuis 2008, l'Éducation publique a énormément souffert dans le pays : salaires en berne, effectifs de classes qui explosent, les coupes budgétaires détruisent petit à petit l'école publique. Le mouvement de destruction avait été entamé bien avant la crise de 2008, qui a essentiellement servi d'accélérateur. Cela fait en effet près de deux décennies que les écoles publiques aux États-Unis sont l'objet d'un assaut de la part des capitalistes, qui souhaitent une privatisation du marché de l'enseignement. L'état déplorable de l'éducation publique, résultat du sous-financement, servant de justification à la privatisation. Les écoles sont devenues un marché. La marchandisation scolaire n'est pas un fait nouveau aux États-Unis, relevant d'un processus déjà mis en œuvre sous

l'administration Reagan et définitivement acté par la loi No Child Left Behind (« Aucun enfant laissé de côté »), signée le 8 janvier 2002. Elle se renforcera au fil des ans avec la libéralisation des politiques éducatives. On assiste à des concessions de plus en plus fréquentes de la gestion des établissements publics à des entreprises privées. Les bénéficiaires sont privés, mais le financement est public. L'école est liée par un contrat de gestion appelé charte, d'où le nom de chartered schools, écoles à charte. Une des revendications des différents mouvements est l'arrêt de l'ouverture de ces écoles privées, financées au détriment de l'école publique. Les enseignantEs ont souvent obtenu des moratoires sur de futures ouvertures. L'État fédéral s'est également retiré de certains services publics, comme les bus

scolaires ou les cantines, au profit d'entreprises sous-traitantes. Ce qui aggrave inévitablement les inégalités entre les différents districts.

LA GRANDE MISÈRE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Une manifestante a témoigné assister à un cours de chimie en laboratoire avec 41 autres élèves, qui ne peuvent pas tous s'asseoir faute de sièges, ou même réaliser des expériences. Les enseignantEs dénoncent des effectifs pouvant atteindre 50 élèves par classe. Des inégalités qui, bien sûr, s'effectuent au détriment des plus pauvres, car les familles qui peuvent se le permettre mettent leurs enfants dans des écoles privées, dont la fréquentation a augmenté de 150% en dix ans. Les classes surchargées concernent ainsi surtout les familles les plus défavorisées.



De gauche à droite : « Mes enfants et moi partageons un lit dans un petit appartement. Je dépense 1 000 dollars en fournitures et j'ai été virée trois fois à cause des coupes budgétaires. Je suis enseignante en Amérique » ; « J'ai un master, seize ans d'expérience, deux jobs d'appoint et je donne mon sang et mon plasma pour payer mes factures. Je suis enseignante en Amérique » ; « J'ai vingt ans d'expérience, mais je ne peux pas me permettre de réparer ma voiture, de consulter un médecin pour ma migraine ou d'épargner pour assurer un avenir à mes enfants. Je suis enseignante en Amérique. »

Les enseignantEs se voient contraints d'acheter eux-mêmes les fournitures, crayons, cahiers, livres, voire un ordinateur pour la classe. Les profs, mal payés, sont souvent obligés de cumuler deux, voire trois boulots. Une enseignante raconte : « J'ai 16 ans d'expérience, j'ai deux jobs en plus et je vends mon plasma sanguin pour payer mes factures. C'est cela, être enseignant en Amérique ». Aujourd'hui, les profs gagnent en moyenne 18,4 % de moins que les autres professionnels ayant un diplôme équivalent.

VICTOIRE À LOS ANGELES

Les 34 000 enseignantEs de Los Angeles, après beaucoup d'autres dans différents États américains, se sont mis en grève fin janvier pour la première fois depuis trente ans, afin d'obtenir de meilleures conditions de travail. Cette grève massive, déterminée, explosive, a fait mettre les pouces au superintendant du district scolaire de Los Angeles. Une victoire saluée par beaucoup, mais qui laisse un goût de trop peu à certainEs. Le syndicat, en effet, a pressé les grévistes à reprendre le travail, après la vague de concessions des autorités. Des grévistes pensaient qu'ils et elles auraient pu gagner sur plus de revendications. Quoiqu'il en soit, cette grève a été remarquable à plus d'un titre (voir ci-après).

CE N'EST PAS FINI

La grève de Los Angeles n'est pas la dernière. À Denver (Colorado), les professeurs se sont massivement mis en grève en faveur d'une augmentation de salaires. Après quatre jours de grève, ils ont obtenu des augmentations de 7 à 11%, ainsi qu'une hausse de leur prime d'ancienneté. C'est au tour des écoles d'Oakland, dans la Bay area, là où se trouve San Francisco, d'être en grève au moment où nous écrivons. Dans cette région de la hi-tech, les salaires des profs sont si misérables que la plupart ne peuvent se loger dans la région, car les loyers sont trop élevés. Le résultat est un va-et-vient incessant des enseignants, un enseignant sur cinq quitte la région chaque année, ce qui a pour effet de déstabiliser les étudiantEs. Et le district scolaire a déjà annoncé des coupes budgétaires de 30 millions de dollars dans le budget, le licenciement de 150 personnes, et la fermeture d'une des 24 écoles menacées de fermeture.



Manifestation sous la pluie à Los Angeles. DR.

L'augmentation réclamée de 12% de leurs salaires ne ferait que les ramener à peine au salaire moyen régional.

Fait remarquable, environ 200 étudiantEs de la hi-tech d'Oakland ont organisé une marche de soutien aux enseignants, car eux-mêmes ont des difficultés à payer des loyers qui ont augmenté de 32% depuis 2014. Même les plutôt bons salaires des employés de la hi-tech commencent à ne pas suffire pour se loger.

La tentative de briser la grève a tourné court. À l'approche de la grève, les autorités avaient fait passer des annonces pour trouver des « remplaçants », payés plus du double (300 dollars pour 113). Ça n'a pas fonctionné.

Comme dans les autres États, les enseignantEs se sont organisés bien en amont de la grève, en allant voir les parents, levant des fonds pour aider à donner à manger aux élèves pendant la grève. Car de nombreux enfants sont dépendants des repas scolaires. Le repas à l'école constituant pour beaucoup leur unique repas chaud de la journée.

REBELOTE EN VIRGINIE OCCIDENTALE

Les enseignantEs de Virginie occidentale ont été contraints de se remettre en grève le 18 février dernier à travers tout l'État. Le lendemain, les cars scolaires restaient dans leurs garages. Et au milieu de la journée, les grévistes obtenaient satisfaction. Ils demandaient l'abrogation d'un projet de loi anti-syndicale et pro-privatisation. La loi aurait permis l'ouverture de la première école privée à fonds publics, une attaque contre les primes d'ancienneté, et la constitution d'un fonds destiné à détourner des fonds publics au profit du privé. Les écoles furent donc fermées. Les enseignantEs furent aidés en cela

par la grève massive de l'association du personnel scolaire, singulièrement les chauffeurs de bus. Les enseignantEs, un an après leur grève qui avait lancé le mouvement à travers tout le pays, redoutaient de ne pas bénéficier d'un soutien identique à leur premier mouvement. Ils et elles ont d'autant plus apprécié les pizzas, nuggets, et autres victuailles apportées par la population !

Comme l'a proclamé un gréviste : « Les gens commencent à s'apercevoir que gagner est possible ». Un espoir pour la suite. □

LA GRÈVE DE LOS ANGELES

Nous reproduisons un article édité après la grève par Labor notes, un réseau de syndicalistes lutte de classe, fondé à la fin des années 1970.

Au terme d'une grève joyeuse, 34 000 enseignants de Los Angeles ont pu gagner sur des revendications. Ils ont contraint le superintendant Austin Beutner, un ancien banquier d'affaires, à accepter des concessions sur des sujets qu'il avait jusque là même refusé d'aborder dans une négociation. La ville va rétablir un nombre limite aux élèves par classe, et pour la plupart des classes, en réduire le nombre progressivement d'ici 2022.

En dépit d'une majorité favorable à l'école privée sous contrat au sein du conseil scolaire, un moratoire a été adopté pour geler l'ouverture de nouvelles écoles privées. Et cela dans le deuxième secteur scolaire du pays par son nombre d'écoles.

Des infirmières, bibliothécaires et conseillers vont être embauchés.

Promesse a été faite de créer un fonds pour la défense des immigrés.

Il s'agit là d'une politique tout à fait différente de ce que le superintendant avait en tête. En novembre, il avait annoncé un plan de compétition entre écoles. Chaque école jugée non performante serait liquidée comme on se débarrasse d'actions peu rentables.

Certains enseignants étaient tellement émus de leur victoire qu'ils en pleuraient au grand rassemblement du 22 janvier, alors que les négociateurs faisaient leur compte rendu. Alex Caputo-Pearl, président du syndicat United Teachers Los Angeles, a proclamé que cette grève était « une des plus magnifiques démonstrations de la force collective que les États-Unis aient vu depuis des dizaines d'années ».

Les membres du syndicat sont retournés dans leurs écoles pour discuter avec leurs collègues, et voter sur l'acceptation de l'accord, pour reprendre le travail le lendemain matin. Certains enseignants étaient frustrés par une action qu'ils jugeaient trop rapide. Mais 81% ont approuvé l'accord, et repris le travail le 23 janvier.

Le district pleurait misère en face des demandes des enseignants, disant qu'il était en déficit. Mais cela n'était pas exact, dans la mesure où ses réserves financières grandissent chaque année.

Les enseignants ont forcé les dirigeants du district à prendre sur l'argent thésaurisé pour améliorer l'école.

Comment ils ont fait

Du premier jour de la grève, une majorité d'enseignants se rendaient chaque jour à leur école pour tenir le piquet de grève, avec parents et étudiants. Puis, les grévistes et leurs soutiens se rendaient en ville dans des rassemblements qui ont comptabilisé 50 000 personnes le premier jour, chiffre qui augmentait quotidiennement. Ils se sont organisés école par école. Dans une ville où la pluie est rare, ils ont bravé une semaine entière de déluge. Les rues étaient pleines de joie. Pendant toute la semaine, partout, il y avait des chants, des danses, des prises de parole, des orchestres. Les enseignants ne se sont pas laissés impressionner par les torrents de pluie qui s'abattaient sur eux, ils enfilaient des ponchos, plastifiaient leurs feuilles de chants et pancartes.

Dans toute la ville, les gens parlaient de la grève et de ses revendications, dans les cafés, les bus, magasins, loueurs de voitures de l'aéroport.

Pour essayer de garder les écoles ouvertes pour les 600 000 élèves de Los Angeles, le district a tenté d'amener des briseurs de grève venant de sociétés privées. Il a offert

plus du double de salaire pour travailler pendant la grève. Mais à Los Angeles, les remplaçants sont syndiqués et bien peu ont accepté de franchir le piquet de grève.

Ce qu'ils ont gagné :

- Des réductions de la taille des classes. Exit le décret qui autorisait le district à ignorer les limites de taille d'une classe. Désormais, en cas de dépassement du maximum d'élèves pour une classe, une nouvelle devra être ouverte. Les limites contractuelles vont être abaissées durant les trois prochaines années ;
- Une infirmière à plein temps dans chaque école. Quelque 300 infirmières vont être embauchées dans les 3 ans ;
- Un bibliothécaire à plein temps dans chaque collège et lycée. Le district devra embaucher 82 bibliothécaires ;
- Un moratoire sur la création de nouvelles écoles privées ;
- Une augmentation de salaire de 6%, avec 3% rétroactifs pour l'année 2017-2018 ;
- Moins de tests standardisés, qui défavorisent les écoles dans certains quartiers ;
- Plus de conseillers. 17 seront embauchés, afin qu'il y ait un conseiller pour 500 élèves ;
- Plus d'espaces verts ;
- Un fonds pour la défense des immigrés, muni d'une hotline dédiée et d'un avocat pour les familles. □

À Los Angeles. DR.



La colère des paysanEs indiens

PAR CHRISTINE SCHNEIDER

Fin novembre 2018, la presse française s'est fait l'écho de la marche des femmes indiennes paysannes sur New Delhi. Au cours des vingt derniers mois, ce sont en réalité plusieurs marches de protestations de paysanEs qui ont eu un retentissement national.

La crise agricole dans la paysannerie indienne perdure. Les causes sont nombreuses et accentuent le poids de la dette : sécheresse, mauvaises récoltes, démonétisation, inflation, baisse des revenus ou des salaires, prix de vente des récoltes, prix d'achat des semences... La détresse est immense : en vingt ans, plus de 300 000 suicides de paysanEs ont été recensés.

QUELLE AGRICULTURE EN INDE ?

L'Inde est un sous-continent dans lequel les deux tiers des 1,3 milliard d'habitantEs vivent à la campagne, et 600 millions dépendent directement ou indirectement de l'agriculture. Le pays représente 17,5% de la population mondiale, mais ne détient que 4% des ressources mondiales en eau et 4% des terres agricoles.

Depuis l'indépendance en 1947, et jusqu'à la révolution verte (voir ci-dessous), l'agriculture indienne s'est diversifiée et a augmenté sa production afin

de permettre au pays de devenir auto-suffisant. Malgré cela, 190 millions de personnes restent sous-alimentées.

L'Inde est le premier producteur mondial de lait, de protéagineux, deuxième pour le blé, le riz, le coton, le sucre, le thé ou les fruits et les légumes.

Les terres sont réparties très inégalement, 10% des exploitations détenant 55% des terres. À côté, une majorité de petits fermiers vivent sur de petites surfaces, car 85% des fermes comptent moins de 2 hectares. À titre de comparaison, une exploitation moyenne en France mesure 50 hectares. Et 30% des paysanEs ne possèdent aucune terre. L'agriculture indienne reste familiale, avec des exploitations de très petite taille, dont un grand nombre en économie de subsistance. La production agricole reste liée fortement à la mousson.

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS L'AGRICULTURE

Dans les années 1960, la révolution verte

a introduit les engrais et les semences à haut rendement, les plans d'irrigation. Les actions ont permis d'augmenter la production et de satisfaire la demande du pays malgré une forte croissance démographique, à force toutefois d'intrans, de mécanisation et d'endettement des paysanEs.

C'est dans les années 1990 que l'État fédéral a incité à la production pour le marché mondial. Le passage d'une agriculture de subsistance à une production destinée à l'exportation a détruit nombre de cultures vivrières et mis les paysanEs à la merci des prix et spéculations du marché mondial. En 2005, le gouvernement a lancé le programme national de garantie d'emploi en milieu rural, qui vise à offrir 100 jours de travail par an aux populations pauvres et rurales du pays. La stratégie gouvernementale est pointée du doigt : depuis dix ans, les cultures alimentaires ont progressivement été abandonnées au

profit des cultures commerciales, dont la canne à sucre — une plante certes plus rentable, mais qui requiert énormément d'eau. Selon le gouvernement, la surface de terre utilisée pour celle-ci est passée de 300 000 à 1 million d'hectares entre 2004 et 2014, et absorbe 70% de l'irrigation dans l'État du Maharashtra, à 500 km de Bombay. La sécheresse a poussé 6000 paysanEs à se suicider au cours des deux dernières années.

En 2013, le plus vaste programme d'aide alimentaire au monde (Food Security Act) a institué le droit mensuel à acheter 5 kg de céréales à un prix subventionné. Le gouvernement fédéral joue un rôle dans la



Manifestation de femmes revendiquant l'accès à la terre, à Umaria, 2017. DR.



Manifestation de paysans à Bombay, 2018. DR.

fixation des prix (avec un prix minimum de soutien pour les principaux produits agricoles de base et dans la constitution de stock de sécurité alimentaire).

En 2015, avec une agriculture qui dépend des pluies et avec une sécheresse qui affecte plusieurs régions, un plan d'irrigation a été lancé pour augmenter la superficie des zones irriguées.

ENDETTEMENT MASSIF, CRISE DE L'EAU

Le réchauffement climatique a des conséquences sur les variations des précipitations journalières pendant la saison des pluies. La mousson annuelle renouvelle les ressources en eau du sous-sol, nécessaire à l'irrigation, et depuis 2000, treize années ont été déficitaires. Début janvier, l'État du Maharashtra a été de nouveau soumis à une sécheresse terrible. L'eau a été restreinte dans la capitale de 21 millions d'habitants, Bombay, et 12 000 villages ont été affectés par le manque de pluie lors de la mousson de 2018.

En janvier de cette année, dans l'Uttar Pradesh, grand producteur de sucre, le gouvernement régional a débloqué un prêt pour sauver les sucreries confrontées à une crise de surproduction et à la baisse du cours du sucre. Les dettes des sucreries ont été épongées, mais pas celles des agriculteurs dont la production n'a pas été payée. Le sucre, à la différence du riz, du blé et du coton, n'est pas soutenu à un prix de vente minimum (MSP).

Les paysanEs achètent des semences et des engrais. Ils et elles investissent à chaque début de récolte sans avoir la garantie de rentrer dans leurs frais,

selon que la récolte soit bonne ou qu'elle se vende bien. Poussés par la détresse agraire, des millions de paysanEs migrent chaque année vers les villes pour y trouver des revenus.

Un conflit lié à la répartition de l'eau dure depuis des années entre l'État du Karnataka, où se trouve Bangalore, et son voisin du Tamil Nadu, pour le partage du fleuve Cauvery, qui naît dans le premier État et s'écoule vers le second. Des grèves générales ou « bandh », c'est-à-dire la fermeture de toutes les activités, à l'échelle de l'État se sont déroulées, comme en 2016.

LA DÉMONÉTISATION A AGGRAVÉ LES PROBLÈMES

Fin 2016, le gouvernement fédéral a lancé une opération de démonétisation et d'échange des petites coupures de billets de banque au prétexte de lutter contre la fraude. Cela a consisté à retirer 80% de l'argent en espèces de la circulation, assécher la monnaie de la vie économique, largement dominée par le secteur informel. Cela a été un choc dans la vie des gens ordinaires, rendant difficile chaque transaction ou échange qu'il s'agisse des travailleurEs journaliers, des patientEs incapables de payer leurs frais d'hôpital, des femmes hors des circuits bancaires, qui épargnent pour nourrir leurs enfants ou garder une indépendance financière, des villages entiers sans accès à de l'argent en espèces.

Et depuis plusieurs années, l'implantation de zones économiques spéciales a expulsé des villageoisES de leurs terres, coupé l'accès à l'eau ou empêché l'accès aux forêts à des minorités tribales pour

qui elles sont le seul moyen de subsistance, et qui ne possèdent pas de titres de propriété foncière.

LES FEMMES INVISIBLES

Les femmes représentent une bonne part de la force de travail agricole et sont invisibles des programmes des gouvernements pour l'agriculture. Chaque année depuis 2013, douze mille paysans mettent fin à leurs jours en Inde, selon des chiffres gouvernementaux de 2017. Ces suicides laissent les veuves dans des situations difficiles. Elles se retrouvent avec la responsabilité de la ferme, doivent se débrouiller avec les dettes héritées, repousser les tentatives des membres de la famille de vendre la terre et gérer leur solitude. Dans certains États arriérés comme l'Orissa, des villageois, par superstition, accusent des femmes de sorcellerie au vu de leur pratique médicale mais aussi pour récupérer les terrains des femmes veuves. Comme le soulignait *le Monde* (4 décembre 2018) : « Seules 8 % des femmes ont leur nom inscrit dans le titre de propriété de la terre qu'elles cultivent avec leur mari. Quand elles deviennent veuves, la terre est transmise à leurs enfants ou à la belle famille et elles ne comptent plus pour rien. » Et seule la propriété de la terre permet de faire des emprunts auprès des banques. Les femmes fournissent cependant plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole,

sans posséder la terre. Mais depuis peu, 40 000 femmes dans le pays ont commencé à développer une agriculture vivrière, souvent biologique, avec l'aide de nombreuses ONG. L'Inde est le premier pays au monde pour le nombre de fermiers bio (835 000 en 2016).

LES CONFLITS SE MULTIPLIENT

Entre 2014 et 2016, le nombre d'émeutes agraires a augmenté avec notamment des conflits liés à la propriété et à l'eau. L'année 2016 a vu près de 2000 manifestations paysannes défilé dans le pays, soit trois fois plus qu'en 2014¹.

Le 6 juin 2017, cinq paysans ont été tués par la police dans l'État du Madhya Pradesh, au cours d'une agitation pour la baisse du prix de l'ail, suite à sa surproduction et aux conséquences des mesures de démonétisation. Depuis, le nombre de protestations paysannes augmente. Sur les vingt derniers mois, plusieurs marches de protestations de paysans ont eu un retentissement national, sans compter tous les conflits locaux dans les différents États : la grève massive des ouvriers des plantations de thé du Bengale occidental en août 2018, les protestations des producteurs de canne à sucre en Uttar Pradesh...

En mars 2018, suite à une longue marche, entre 30 000 et 50 000 paysanEs ont

envahi la capitale financière de l'Inde, Bombay, pour demander des aides à l'État, indispensables selon eux pour faire face à la sécheresse et au refus des banques de leur prêter de l'argent.

En septembre 2018, à l'initiative du All India Kisan Sabha, les revendications sont l'augmentation des prix minimaux garantis par l'État et l'effacement inconditionnel des dettes bancaires, les agriculteurs demandent la convocation d'une session spéciale au Parlement pour des lois les protégeant. Des aborigènes, des travailleurEs journaliers et des petits fermiers ont manifesté ensemble. Certains commentateurs voient l'intensification des luttes paysannes comme un début de convergence alors qu'en Inde la disparité des conditions sociales en fonction de la classe, de la caste, du genre, de la religion, de la langue parlée ou encore de l'appartenance régionale rend difficile l'émergence d'une conscience de classe.

Les différentes coalitions de paysans qui les organisent sont affiliées ou proches de courants ou partis politiques. Le Rashtriya Kisan Mahasangh (RKM) est une coalition de 130 associations qui se revendique « apolitique », créée depuis le conflit de juin 2017. All India Kisan Sabha (AIKS) est affiliée au Parti communiste d'Inde (CPI). Le Bharatiya Kisan Sangh est une organisation affiliée au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), une organisation nationaliste hindoue paramilitaire. En 2017, sous la bannière de All India Kisan Sangharsh Samiti (AIKSS), 180 organisations de

paysans ont mis de côté leurs différences, pour demander une session spéciale du Parlement sur la crise paysanne et légiférer.

Au début du mois de février, le gouvernement indien a présenté un budget dans lequel il promet une aide de 6000 roupies (73 euros), soit 120 millions d'euros aux paysanEs. Certains États ou partis politiques ont fait l'annonce de l'annulation des prêts mais cela pourra-t-il permettre de sortir les fermiers de l'endettement ? D'autant plus que beaucoup d'entre eux ont contracté leurs dettes auprès d'usuriers et non pas des banques.

L'économie indienne, malgré sa croissance de 7,1%, ne crée pas suffisamment d'emplois. Début janvier, les statistiques du chômage ont fuité, malgré le blocage de leur publication par le gouvernement. Nombreux sont les jeunes de la campagne qui partent en ville pour trouver du travail. En 2014, lors de sa campagne électorale, le Premier ministre Narendra Modi avait promis la création de millions d'emplois. La campagne électorale a démarré, mais les manifestations paysannes continuent. □

(1) Blog de Bénédicte Manier, *Alternatives économiques*, 29 juin 2018.

Pour aller plus loin

- Jules Naudet et Stéphanie Tawa-Lama Rewal, « Où en est la gauche en Inde », juin 2018, *la Vie des idées* : <https://laviedesidees.fr/Ou-en-est-la-gauche-en-Inde.html>

- Le magazine *The Wire* : <https://thewire.in/category/agriculture/all>

- Le magazine *Frontline* : <https://frontline.thehindu.com/>

Manifestation de paysans à Dehli, 2018. DR.



Les extrêmes droites à l'assaut de l'Europe

PAR JULIEN SALINGUE

La victoire de Jair Bolsonaro lors de l'élection présidentielle au Brésil, en octobre dernier, a été un événement de portée internationale. L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans un pays de plus de 200 millions d'habitants, huitième puissance économique mondiale, a résonné comme un véritable coup de tonnerre. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'il ne s'est pas produit dans un ciel serein, et qu'il exprimait un phénomène à l'œuvre dans l'ensemble des pays capitalistes « développés » : une montée en puissance des courants autoritaires, de droite extrême et d'extrême droite. À ce titre, les pays européens sont loin d'échapper à cette tendance.

Le journaliste et historien Dominique Vidal, dans l'introduction de l'ouvrage qu'il vient de coordonner aux éditions Demopolis, *les Nationalistes à l'assaut de l'Europe*¹, dresse un constat accablant quant à la progression électorale des courants nationalistes et d'extrême droite en Europe : « Ces partis monopolisent en effet déjà le pouvoir dans deux pays : la Hongrie, avec le Fidesz (49,27%) et le Jobbik (19,06%), et la Pologne avec le parti PiS (37,6%). Ils l'exercent aussi au sein de coalitions, en général de droite, dans neuf pays européens : en Italie avec le Mouvement des 5 étoiles (32,7%) et la Ligue (17,35%), en République tchèque avec le parti ANO (29,6%), en Slovaquie avec le SMER (28,3%), en Autriche avec la Parti de la liberté (FPÖ, 26%), en Finlande jusqu'en 2017 avec les Vrais Finlandais (17,6%), en Norvège avec le Parti du progrès (qui n'a recueilli que 16,2% en 2017, mais fait partie du gouvernement depuis 2013), en Bulgarie avec la coalition des Patriotes unis (9%) et dans les pays baltes (Union des verts et des paysans en Lituanie, Alliance nationale en Lettonie, Ekre en Estonie). Enfin, le Parti du progrès du Danemark (21,1% en 2015) soutient le gouvernement sans y participer. En Europe aussi, mais hors de l'Union européenne (UE), signalons que la soi-disant Union démocratique du centre (UDC, 29,4% en 2015) joue un rôle majeur dans la coalition qui dirige la Confédération helvétique – son leader, Christophe Blocher, est un grand ami de Viktor Orbán, de Marine Le Pen et de Matteo Salvini. »

Un panorama non exhaustif, auquel on peut ajouter les scores, en Allemagne, de

l'Alternative für Deutschland (AfD), qui a obtenu 12,6% des voix lors des législatives de 2017 (et fait élire 93 députés), mais aussi ceux de Marine Le Pen (21,3% et 33,9% lors de la dernière élection présidentielle) ou des Démocrates de Suède (17,5% lors des législatives à l'automne 2018), et qui laisse présager du pire lors des élections européennes du 26 mai.

DIGUES ROMPUES

Le 21 octobre, le tout fraîchement élu président brésilien Jair Bolsonaro déclarait, à propos de la gauche brésilienne : « Si cette bande veut rester ici, ils vont devoir se soumettre à la loi comme tout le monde. Ou ils s'en vont ou ils vont en prison. Ces marginaux rouges seront interdits [de séjour] dans notre patrie. » Une violence verbale coutumière chez celui qui a été intronisé président du Brésil le 1er janvier, un nostalgique assumé de la dictature dont les outrances autoritaires, militaristes, sexistes, homophobes, racistes et anti-pauvres seraient trop longues à lister. Des outrances que nombre de titres de la presse française ont présentées, lors de la campagne électorale brésilienne, comme des « propos polémiques », comme si l'apologie de la torture, du viol ou des assassinats politiques méritait d'être qualifiée de la sorte. Un euphémisme qui en dit malheureusement long sur la banalisation et la normalisation d'idées et de courants politiques qui auraient été, il y a une vingtaine d'années encore, considérés comme des résurgences aberrantes d'un passé révolu. Retour en 2000. À la fin du mois de janvier, suite aux élections législatives

autrichiennes, l'entrée au gouvernement du parti d'extrême droite FPÖ, dirigé à l'époque par Jörg Haider, est confirmée. Des manifestations ont lieu aux quatre coins de l'Europe, et les dirigeants de l'UE s'indignent, sous la pression des « opinions publiques », de cette participation gouvernementale. Des sanctions sont mêmes prises contre l'Autriche par les quatorze autres États membres, dont la suspension des rencontres officielles bilatérales au niveau politique. Sanctions symboliques, qui seront levées quelques mois plus tard, mais qui témoignent néanmoins d'un certain « esprit du temps ». Sanctions qui semblent inimaginables dans l'Union européenne de 2019. Les digues ont été rompues du côté des partis qui ont administré en alternance, pendant plusieurs décennies, les affaires des bourgeoisies européennes. Ainsi, c'est au déficit budgétaire de l'Italie que les institutions européennes s'intéressent le plus, à l'heure où Salvini se vante de renvoyer les migrantEs à la mer et où il prône un couvre-feu pour les « commerces ethniques ». Les monstruosité proférées et mises en œuvre en Hongrie par Orbán lui ont valu des remontrances du Parlement européen, mais son parti est longtemps demeuré membre à part entière du Parti populaire européen (PPE), avec le soutien de la CDU de Merkel et des LR de Wauquiez. Et ce n'est pas la récente vraie-fausse suspension (consentie par le Premier ministre hongrois), qui





ne durera que le temps de la campagne des élections européennes, qui y changera quoi que ce soit. Le gouvernement droite-extrême droite en Autriche ne s'est quant à lui attiré aucune critique, contrairement à ce qui s'était produit. Est-ce parce qu'il est un modèle pour certains adeptes de l'austérité, lui qui vient d'allonger la durée maximale du temps de travail à 12 heures par jour et 60 heures par semaine, un rêve pour tous les ultralibéraux ?

NORMALISATION DES EXTRÊMES DROITE OU EXTRÊME DROITISATION DU NORMAL ?

Cette situation est le fruit d'un long processus, qui a vu progressivement les courants d'extrême droite s'installer dans le paysage politique et médiatique, à des rythmes divers selon les pays, mais avec des traits communs. Un phénomène qui a été largement commenté, mais pas forcément analysé, avec notamment le développement de la thèse de la « normalisation » des organisations d'extrême droite, entendue comme une stratégie consciente de « modération » des discours, voire de rupture avec un héritage trop « marqué » politiquement, afin de se poser en alternative politique crédible et non comme de simples forces « protestataires ».

La France est à ce titre un cas d'école. « Banalisation », « normalisation », « dédiablement » : nombreux sont les termes employés pour décrire la trajectoire du FN, devenu RN, depuis que Marine Le Pen a succédé à son père. Et quel que soit le mot choisi, la thèse est à peu près la même : au cours des dix dernières années, le FN/RN aurait adopté une stratégie de conquête de pouvoir passant par une « normalisation » de son image, en rupture avec l'héritage du « vieux » FN de Jean-Marie Le Pen. Une telle approche, même si elle comporte évidemment une part de vérité, possède toutefois un point aveugle majeur : à trop se focaliser sur la volonté lepéniste de se normaliser, on en oublie à quel point dans le même temps, et en réalité depuis beaucoup plus longtemps, c'est le normal qui s'est lepénisé.

Le phénomène n'est pas nouveau. Dès le 2 mai 2002, un texte collectif², publié dans le Monde, sonnait l'alarme : « Le



Marine Le Pen et Matteo Salvini. DR.

plus choquant et le plus effrayant fut d'entendre, le soir même [du 21 avril 2002], le discours sécuritaire répété par presque tous les ténors des grands partis. [...] Faire de l'insécurité, qui est un très grave symptôme, le problème quasi unique de la France contemporaine, c'est faire le jeu de l'extrême droite et d'une dérive autoritaire à venir.

En 2002 également, Sylvie Tissot et Pierre Tévanian signaient un remarquable *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*³, dans lequel étaient notamment analysées « la politisation, à partir de la fin des années 1980, de la question de l'immigration et la focalisation des débats politiques autour du "problème de l'immigration" [et] la montée en force, dans la seconde moitié des années 1990, des discours sécuritaires centrés sur les jeunes des classes populaires⁴. »

Une « banalisation » du FN en somme, du fait de l'adoption de ses thèmes favoris par de plus en plus de responsables politiques, d'intellectuels et d'éditorialistes, et non en raison d'une quelconque stratégie volontariste de « dédiablement » venue du parti d'extrême droite. Un phénomène qui permettait à Jean-Marie Le Pen de répéter à l'envi que tôt ou tard les électeurs et électrices préféreraient « l'original à la copie ».

Depuis 2002, la focalisation sur l'immigration et sur les questions de « sécurité » n'a non seulement pas cessé, mais elle s'est considérablement aggravée. Et l'on a continué à assister à ce déplacement du discours dominant vers les thèmes

favoris de l'extrême droite, avec un basculement progressif que l'on pourrait schématiser ainsi : on a commencé par dire que le FN posait de bonnes questions mais apportait de mauvaises réponses, puis on a dit que le FN posait de bonnes questions mais que toutes ses réponses n'étaient pas bonnes, et enfin on a dit que le FN posait de bonnes questions et apportait beaucoup de bonnes réponses mais qu'il n'avait pas la capacité à les mettre en œuvre, contrairement aux organisations politiques « responsables ». Et c'est ainsi que, de la loi anti-voile de 2004 aux expulsions de camps de Roms, de la création d'un ministère de l'Identité nationale à la fermeture des frontières aux migrantEs, de la mise en place de l'état d'urgence, devenu état d'exception permanent, au renforcement des conditions de légitime défense pour la police, des arrêtés anti-burkini au développement exponentiel de la vidéosurveillance, de l'armement de la police municipale à la déchéance de nationalité... les paroles sont devenues de plus en plus souvent des actes et des pans entiers de la politique du FN ont progressivement été appliqués.

Dans le même temps, fort logiquement, la normalisation s'effectuait sur le plan intellectuel et médiatique, avec un Éric Zemmour de plus en plus omniprésent sur les antennes, un Ivan Rioufol consacré éditorialiste par ses pairs, un *Valeurs actuelles* considéré comme un hebdomadaire radical mais respectable, un Alain Finkielkraut récompensé par l'Académie

française pour ses obsessions identitaires, la médiatisation toujours plus forte des « experts anti-terroristes » ayant fait leurs armes à l'extrême-droite... Et peu de voix pour dire que tout cela n'était pas « normal ». C'est ainsi que le « mainstream » s'est modifié, que la frontière entre l'« acceptable » et l'« inacceptable » s'est déplacée, et que nous avons été petit à petit accoutumés à une nouvelle normalité. C'est ainsi que le normal s'est progressivement lepénisé.

Bien d'autres thèmes et propositions du FN ont été légitimés, en paroles et en actes, par les partis « républicains » et par les médias dominants : la restriction des libertés au nom de la sacro-sainte « sécurité » ; l'interdiction de réunions, de rassemblements, de manifestations... au nom de la sécurité de l'État ; la défense inconditionnelle de tous les agissements des « forces de l'ordre », et les campagnes calomnieuses contre celles et ceux qui dénoncent les violences policières ; la stigmatisation et le contournement des corps intermédiaires, notamment les syndicats ; les anathèmes contre les juges et la dépossession de la justice d'un nombre significatif de ses prérogatives, au profit de la police...

Ainsi, loin d'être les témoins d'une simple stratégie de « normalisation » du FN, nous avons en réalité assisté (et l'on assiste encore) à un processus plus ancien, par lequel la lepénisation des esprits s'est accompagnée d'une lepénisation du réel, qui a elle-même renforcé la lepénisation des esprits, qui a renforcé le caractère « normal » de la lepénisation du réel, etc.

REDONNER CONFIANCE ET ESPOIR

Ainsi, et même si les formations d'extrême droite présentent des caractéristiques singulières, entre autres une vision ultra-autoritaire des rapports sociaux articulée à des projets de « régénération nationale » qui en font les ennemis mortels des jeunes, des salariéEs, des femmes, des LGBTI et des immigréEs, il ne faut pas être dupes de la mise en scène du prétendu affrontement à venir, lors des élections européennes, entre « progressistes » et « illibéraux ». Car les seconds se nourrissent des politiques menées par les premiers et de leur incapacité à juguler les effets économiques et sociaux d'une crise du capitalisme qui dure depuis 10 ans et qui accroît chaque jour un peu plus les inégalités, la misère et le désespoir. Un véritable carburant pour les courants d'extrême droite et de droite extrême, qui bénéficient en outre de la reprise de leurs propositions autoritaires et racistes par les partis « traditionnels », formidable rampe de lancement pour des mouvements qui prônent un nationalisme chauvin et xénophobe, un « retour à l'ordre » et des mesures économiques libérales, voire ultralibérales qui, quand bien mêmes elles seraient mâtinées de protectionnisme, ne remettent nullement en cause le fonctionnement du système capitaliste et peuvent donc leur attirer la sympathie de certaines franges du capital.

Les gesticulations d'Emmanuel Macron et de certains de ses partenaires européens qui veulent se poser en ultime recours face aux « populismes », sont donc « en même temps » pathétiques et dangereuses, tentant d'enfermer le débat

politique au sein d'une fausse alternative qui, à moyen terme, nous promet le pire. S'il ne s'agit pas d'adopter un ton alarmiste, il est plus que temps de tirer la sonnette d'alarme et de mesurer à quel point la conjoncture de triple crise, économique, sociale et politique, est favorable au développement de monstruosité comme les courants d'extrême droite, de l'Amérique latine à l'Europe, mais aussi, dans un style différent mais tout aussi révélateur de l'époque, Donald Trump, tandis que les régimes autoritaires de Poutine et Erdogan s'affirment de plus en plus sur la scène internationale. Face à ces phénomènes, il est de la responsabilité des courants anticapitalistes et, au-delà, de toutes les forces progressistes, de ne pas céder un pouce, sur le terrain des idées et sur le terrain tout court, aux formations d'extrême droite. L'internationalisme et la solidarité internationale font partie des urgences de l'heure, et les récentes mobilisations de masse, du Brésil à l'Allemagne en passant par l'Italie, doivent nous inspirer. Il est enfin plus que jamais nécessaire de faire vivre la perspective d'un autre monde, débarrassé des oppressions et de l'exploitation, et de la rendre crédible, afin de redonner confiance et espoir, seuls antidotes face au pire qui, s'il n'est jamais certain, a désormais largement dépassé le statut de simple hypothèse. □

(1) Paris, Demopolis, 2019.

(2) Jean-Claude Boual, Michèle Descolonges, Françoise Héritier, Michel Juffé, Maxime Sassier, Arnaud Spire, Yan Thomas, Jean-Pierre Vernant, « Lepénisation des esprits et crise de la démocratie », 2 mai 2002.

(3) Paris, Esprit frappeur, 2002.

(4) Pierre Tevanian et Sylvie Tissot, « La lepénisation des esprits », *la Pensée*, mai 2006.



Les nerwis de Defend Europe, lors d'une opération anti-migrantEs en Méditerranée. DR.

Italie : la résistible ascension de la Ligue

PAR FRANCESCO RUGGERI

Le développement de la Ligue de Salvini s'inscrit certes dans un contexte international marqué par la montée de forces réactionnaires en Europe, aux USA et dans le cône sud de l'Amérique latine, mais il a une histoire spécifique qui vient de loin.

Traduit de l'italien par Bernard Chamayou.

Né sous le nom de Ligue du Nord et initialement régionaliste et fédéraliste, le parti dispose depuis presque 30 ans d'une représentation parlementaire importante, et il a atteint dans les années 1990 des pourcentages électoraux proches des 10%, bien qu'il ait connu par la suite une forte baisse : aux élections politiques de 2013, il n'avait obtenu que 4% des voix mais, au mois de mars 2018, il est spectaculairement monté à 17%. Après avoir été deux fois au gouvernement avec Berlusconi, la Ligue a constitué en juin dernier un gouvernement de coalition avec le M5S (Mouvement 5 étoiles, beaucoup plus fort électoralement) mais, en quelques mois, Salvini est devenu l'homme fort de l'exécutif jauneverd. Les sondages actuels créditent la Ligue d'intentions de votes supérieures à 30%.

sécessionnistes ont été remplacées par un rappel obsessionnel à la primauté nationale ; les tentations de rupture avec l'Union européenne (UE) ont aussi refait surface, comme le montre le résultat des négociations entre la Commission européenne et le gouvernement italien et le caractère antipopulaire et libéral de la loi de Finances. Salvini semble maintenant chercher à occuper le centre de la scène politique, et il est devenu crédible comme Premier ministre possible lors de la manifestation nationale du 8 décembre à Rome, où il a harangué les 20 000 participants, vêtu d'un gilet de policier.

La Ligue est un parti qui représente de vastes secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie dont elle veut défendre les intérêts économiques spécifiques, mais elle garde en même temps d'étroits rapports avec les plus hauts sommets de

la classe dominante, y compris parce qu'elle gère depuis des années la principale région du pays, la Lombardie, centre du pouvoir économique et financier en Italie.

« EUX » ET « NOUS »

Ce qui a permis à Salvini de remporter ces succès, c'est l'utilisation d'un schéma politique fondé sur la différence présumée entre deux blocs sociaux : un « nous » nationaliste, italien et non plus limité à la vallée du Pô ou au Nord, contre un « eux » désignant l'étranger, l'autre, radicalement différent d'un noyau génétique d'us et coutumes. La logique sociale de Salvini se développe autour d'un axe dichotomique « indigène italien/étranger clandestin ». Il a très habilement transformé le vieux schéma des années 1990 : les ennemis du peuple italien que le vieux dirigeant

DE LA LIGUE DU NORD À LA LIGUE

Les fluctuations des résultats électoraux de la formation d'extrême droite montrent qu'elle a parfois représenté le rejet, le ressentiment et les aspirations du secteur le plus riche du pays vis-à-vis de l'État et surtout de « Rome la voleuse ». Mais, ces dernières années, la Ligue du Nord est devenu un parti national et nationaliste, y compris en changeant de nom (devenant simplement « la Ligue »), soit en flirtant avec les secteurs de l'extrême droite fasciste, soit en recrutant des militants, au Sud, parmi les cohortes de transfuges du centre droit, sans vérifier leurs casiers judiciaires ni l'ambiguïté de leurs fréquentations. Les pulsions



Matteo Salvini. DR.



Manifestation de CasaPound. DR.

Umberto Bossi avait fabriqués étaient les « méridionaux » et les « fainéants du Sud », contre le travailleur efficace du Nord écrasé par les taxes et par un État lui aussi « méridional » (parce que romain). Salvini, au contraire, a compris qu'il était possible de redéfinir les blocs sociaux en intégrant dans son discours les couches moyennes paupérisées et en colère, et en leur proposant une explication nouvelle des phénomènes sociaux ; l'italien du Sud est réhabilité et il peut s'identifier aux « nouveaux » idéaux de la Ligue. Les listes électorales « Nous avec Salvini » sont l'emblème d'un parti de type nordiste, mais qui a construit un certain consensus dans le Centre, le Sud et les îles par identification avec son nouveau chef. Un chef jeune, formé à la station de radio Radio Padana, et qui a donc été en contact direct avec la voix et les malaises du peuple. Le tournant nationaliste d'un parti régionaliste comme la Ligue s'est accompagné d'une volonté de se rapprocher des forces politiques qui partagent la xénophobie et la logique « ami/ennemi », qui « lisent » les phénomènes migratoires comme des invasions à repousser. Le racisme et la xénophobie sont les thèmes de fond qui ont été les facteurs décisifs de la convergence avec les forces d'extrême droite. Lors de l'anniversaire de Mussolini,

Salvini a écrit sur un réseau social: « Beaucoup d'ennemis, beaucoup d'honneur », dicton attribué au chef historique du fascisme italien. Et une semaine seulement après le rassemblement « tranquille » de Rome évoqué plus haut, il s'est exhibé dans une série de selfies avec les chefs des supporters de l'équipe de foot de Milan, dont certains sont de véritables gibiers de potence.

La carrière d'un leader de droite passe toujours par des moments et des milieux plus discrets où la criminalité organisée se mêle aux salons de la bonne bourgeoisie. L'un de ceux qui ont assuré le succès de la Ligue au Sud est Vincenzo Giofrè, de Rosarno, dans la province de Reggio Calabria, municipalité qui est le symbole de l'exploitation des journalistes africains, dissoute deux fois pour pratiques mafieuses, où le pouvoir de la 'Ndrangheta (mafia calabraise) est très étendu. C'est là que la Ligue a fait l'un de ses résultats les plus surprenants lors des dernières élections en obtenant 13% des voix, alors que cinq ans avant elle n'avait pas dépassé les 0,25%. Giofrè est un entrepreneur lié à l'un des gangs les plus puissants de la 'Ndrangheta. Les votes d'origine crapuleuse ont aussi été nombreux dans d'autres régions comme la Sicile et la Campanie.

UN NOUVEAU CADRE POUR L'EXTRÊME DROITE

À partir du moment où Salvini a été élu secrétaire de la Ligue du Nord, en décembre 2013, les rapports avec l'extrême droite se sont développés. Le 18 octobre 2014, à Milan, les militants de la Ligue et les « fascistes du troisième millénaire » de CasaPound ont défilé ensemble lors de la manifestation contre l'immigration intitulée « Stop à l'invasion ». CasaPound constitue le mouvement néofasciste italien le plus fort et le mieux organisé, impliqué dans de très nombreux épisodes violents.

Cette trajectoire, déjà entamée par ce parti avant Salvini, a connu sous sa direction une accélération rapide. La Ligue a aujourd'hui le soutien affiché de presque tous les principaux groupes extrémistes de la droite italienne, elle reçoit l'aide concrète de ses militants, le soutien culturel de ses intellectuels et l'appui politique de ses dirigeants. L'eurodéputé de la Ligue, Borhezio, a été le premier trait d'union : inscrit à la Ligue depuis sa fondation, deux fois député et quatre fois eurodéputé ; par son



expérience directe, il connaît aussi bien la Ligue que l'extrême droite.

Les représentants traditionnels de l'extrémisme de droite, comme le Mouvement social italien (MSI) ou l'Alliance nationale ont disparu ou n'ont plus aucune importance, laissant de nombreux électeurs, militants ou intellectuels de droite sans représentation politique. Salvini leur a offert un nouveau cadre auquel ils peuvent s'identifier. « *Il est le sauveur de la race blanche en Europe. Son nom lui-même est une prophétie* », a déclaré dans une interview récente Franco Freda, idéologue d'Ordre nouveau, homme-clé de la période des massacres fascistes des années 1970.

En 2014, la Ligue se trouvait dans une situation politique compliquée. Elle était affaiblie par les scandales qui avaient conduit à la démission d'Umberto Bossi, et isolée sur le plan politique après la rupture avec Forza Italia. Salvini a gagné la guerre de succession : pour lui, la Ligue ne pouvait se développer qu'en occupant l'espace qui s'était libéré à droite. Il a remplacé les revendications traditionnelles (pour une plus grande autonomie du Nord) par la campagne pour la sortie de l'euro, médiatiquement plus détonante et qui garantit un écho national, et il a décidé de jouer à fond la carte de la propagande xénophobe et anti-migrantEs. Les élections régionales qui ont suivi ont été une très positives pour la Ligue, qui a atteint des résultats inédits dans des régions historiquement de centre-gauche comme la Toscane, la Ligurie et l'Ombrie.

La Ligue a très souvent recruté des cadres locaux, des dirigeants et des militants politiques d'extrême droite ; Salvini surveille de près ces éléments politiques utilisés pour s'implanter au Centre et au Sud. Autre candidat pour la Ligue : Luca Traini, condamné à 12 ans pour avoir blessé à coups de pistolet, le 3 février 2018, six immigrants africains à Macerata. Néonazi déclaré, Traini est un ancien sympathisant de Forza Nuova et de CasaPound.

CONSTRUIRE UNE HÉGÉMONIE CULTURELLE CONTRE TOUS CEUX QUI SONT « DIFFÉRENTS »

L'aide concrète de ces milices fascistes est nécessaire au parti, dont la stratégie



Matteo Salvini. DR.

se fonde sur la construction d'une « hégémonie culturelle » visant à criminaliser les phénomènes migratoires en parlant d'un net refus du *jus soli*, le droit du sol : une bataille décomplexée, menée à l'enseigne du bon sens réactionnaire, avec des messages banals mais efficaces. Selon certaines recherches, l'Italie est l'une des nations où la perception des choses est la plus éloignée des faits eux-mêmes. Cela explique pourquoi Salvini – qui, dès sa jeunesse, a fait de la politique sa profession –, au nom de l'antipolitique, peut apparaître comme le « pourfendeur de la vieille classe politique », et pourquoi un parti du système comme la Ligue peut se présenter comme une force anti-système, chevauchant, mais seulement de façon propagandiste, l'anti-européanisme et proposant une mesure comme la flat tax qui se combine avec l'énième amnistie fiscale pour les intérêts rapaces d'une petite et moyenne bourgeoisie du Nord.

Introduisons une parenthèse sociologique : le récent rapport de l'Institut de recherche socio-économique Censis sur la situation italienne révèle que les ItalienEs éprouvent des sentiments de colère, d'agressivité, d'inquiétude, et qu'ils et elles s'appauvrissent. Il s'agit d'un « souverainisme psychique », plus que politique, qui vient de l'agressivité que manifestent les ItalienEs pour surmonter la déception provoquée par le ratage de la reprise économique, déception qu'ils et elles retournent souvent contre les étrangers. Ce rapport aborde de nombreux thèmes, y compris celui de l'augmentation du salaire moyen annuel, qui a moins progressé que dans les autres pays. Un exemple parmi d'autres : si, en 2000, le salaire italien moyen représentait 83% du

salaire allemand, en 2017, il a baissé à 74%. Mais c'est le « souverainisme psychique » qui est le point central du rapport. 69,7% des ItalienEs ne voudraient pas avoir des voisins Roms et 52% sont convaincus que l'on fait plus pour les immigréEs que pour les ItalienEs. Ce taux atteint 57% parmi les personnes les plus pauvres. Les plus ciblés sont les étrangerEs extra-communautaires : 63% des ItalienEs voient de façon négative l'immigration venue des pays non-communautaires, contre une moyenne de 52% pour l'UE, et 45% ne tolèrent pas non plus les communautaires (en Europe, la moyenne est de 29%). L'Italie est le pays de l'Union européenne qui a le taux le plus bas de citoyenEs qui disent avoir un revenu et un pouvoir d'achat meilleurs que ceux de leurs parents : ils et elles sont 23%, alors que la moyenne européenne est de 30%.

Ce contexte, marqué aussi par la complexité des bureaucraties syndicales avec les politiques libérales des différents gouvernements et l'absence d'importantes luttes sociales contre elles, éclaire l'ascension de Salvini. Ministre de l'Intérieur, a pris une série de décrets et de lois qui criminalisent la pauvreté et les mouvements sociaux, favorisent l'expulsion des migrantEs, la suspension des droits humains et limitent les libertés politiques et syndicales : il s'agit, et c'est un drame, d'une véritable barbarie sociale et démocratique. La Ligue a réussi (grâce aux nombreuses aides de la moyenne bourgeoisie conservatrice) à diffuser dans de larges secteurs de la population le poison du racisme et de la xénophobie, à transformer en simple bon sens la haine envers les migrants et envers ceux qui sont différents: c'est un outil fondamental pour

diviser la classe travailleuse et favoriser l'exploitation capitaliste.

L'OBJECTIF : DIRIGER LE GOUVERNEMENT

Salvini maintient les liens avec la droite fasciste, soit de manière directe, avec les clins d'œil au fascisme de son leader, mais aussi de façon plus subtile, en utilisant un discours politique et culturel qui peut être résumé par le terme « souverainisme » : un ensemble hétérogène de nationalisme protectionniste, de traditionalisme religieux et de référence à une identité locale. C'est Salvini qui choisit les thèmes, les slogans et les mots d'ordre parmi ceux que lui fournissent les intellectuels qui sont proches de lui. Parce que la tâche de Salvini n'est pas, au moins pour le moment, de reconstruire le parti de la droite extrême, mais de construire une force « conservatrice », qui offre la plus grande représentation sociale possible et qui soit apte à gouverner. Déjà, il y a 20 ans, des positions particulièrement réactionnaires et xénophobes avaient été avancées. Bossi avait alors orienté le parti vers des positions ouvertement islamophobes, homophobes, en défense de la famille traditionnelle et des valeurs chrétiennes, thèmes qui sont tous repris aujourd'hui avec force. Et, à travers un projet de loi sur la famille porté par le ministre membre de la Ligue Pillon, la Ligue a lancé de nouvelles attaques violentes sur les droits des femmes et sur ce qu'elles avaient gagné.

Ce qui distingue Salvini dans son rapport à l'extrême droite, ce n'est donc pas

d'avoir essayé de trouver un terrain commun, mais c'est d'avoir réussi à le faire. C'est en partie dû à l'habileté tactique et médiatique de Salvini et de son groupe de communicants, mais aussi à beaucoup de facteurs objectifs : la crise économique et la crise migratoire ont mis au centre du débat politique les thèmes sur lesquels il a pu jouer sans qu'aucun mouvement social ne vienne s'y opposer.

Les faiblesses de la Ligue sont visibles elles aussi : crise des membres et des militants qui oblige le parti à confier la propagande électorale aux groupes les plus radicaux, crise de l'autonomisme nordiste, qui a contraint le parti à bricoler un nouveau ciment doctrinal qui maintienne son unité, manque d'implantation dans les régions du Centre et du Sud, qui le force à se mettre entre les mains de groupes dirigeants extérieurs souvent peu fiables.

Il reste à vérifier s'il s'agit d'expédients tactiques pour combler des manques temporaires ou de signes d'un changement idéologique plus profond. La Ligue reste encore un parti implanté surtout dans les zones productives des provinces du Nord de l'Italie, dont la classe dirigeante est composée de managers conservateurs et même réactionnaires, mais également pragmatiques. Par ailleurs, même si elle le passe sous silence, l'objectif principal de la Ligue c'est de transférer d'énormes ressources publiques vers les régions du Nord, et elle commence à y réussir.

Le samedi 8 décembre, le discours du ministre Salvini, parfait hypocrite, est donc resté modéré ; ce fut le discours

d'un leader conservateur de centre droit, et non celui d'un incendiaire extrémiste, qui a remercié le public, les mains jointes, « au nom de 60 millions d'Italiens », après avoir cité cinq fois « le bon Dieu », rappelé qu'il avait un chapelet dans sa poche, cité Woytila, de Gasperi et enfin... Martin Luther King. Il s'agit d'une chasse au vote « modéré », celui de Forza Italia et des Cinq Étoiles, quelques mois avant les élections européennes ; en fait, Salvini a toujours maintenu une alliance avec le centre droit parce qu'il sait que, de la crise du gouvernement actuel, peut sortir une victoire électorale de l'union des forces de droite, victoire qui le sacrerait Premier ministre et lui permettrait de constituer un gouvernement vraiment homogène. C'est l'homme du moment, comme l'ont été, avant lui, Berlusconi et Renzi.

On pourrait leur résister et lui résister, si seulement il y avait un mouvement ouvrier à la hauteur de la situation, si la classe ouvrière pouvait, par ses luttes, redevenir un véritable sujet politique. L'évolution ultérieure de la Ligue, y compris le développement d'un mouvement fasciste plus fort, dépendra aussi de la situation objective et avant tout des dynamiques futures de la crise économique. Pour les forces vraiment de gauche, il s'agit d'une course contre la montre, afin de reconstruire une alliance entre le mouvement écologiste, le mouvement anti-raciste, le mouvement des femmes, présents dans notre pays, mais aussi une forte reprise du mouvement des classes travailleuses. □



Manifestation antifasciste à Rome. DR.

En Autriche, un gouvernement droite-extrême droite en guerre contre les salariéEs

PAR BERTOLD DU RYON

Depuis la fin de l'année 2017, une coalition droite-extrême droite gouverne l'Autriche. Et comme bien souvent, le discours prétendument « social » et « populaire » de l'extrême droite a fait long feu, avec la mise en place d'un agenda antisocial et pro-patronal. Une preuve supplémentaire, s'il en fallait une, que l'extrême droite n'est pas « seulement » l'ennemi des travailleurEs étrangers, mais bien de l'ensemble des salariéEs.

Le parti d'extrême droite FPÖ (« Parti de la liberté d'Autriche ») a récemment accédé aux responsabilités gouvernementales. Une partie de la société s'en est émue, et des manifestations hebdomadaires sont venues contester le nouveau pouvoir. Un air de déjà-vu ? En effet, car le FPÖ – à l'époque dirigé par le jeune et fringant leader Jörg Haider, mort depuis 2008 après avoir fait scission du parti en 2006 – était entré au gouvernement fédéral autrichien au début des années 2000, au côté du parti de droite ÖVP (« Parti autrichien du peuple »).

C'était en février 2000 et une partie (minoritaire) de la société autrichienne, mais aussi de l'opinion publique européenne, avait crié au scandale. Pendant quelques mois, des sommets de l'Union européenne avaient été consacrés à la questions de sanctions contre ce gouvernement alors appelé « bleu et noir », en raison des couleurs respectives des deux partis. Le FPÖ utilise aujourd'hui toujours le bleu (sachant que des fleurs bleues constituaient aussi le signe de reconnaissance des nationaux-socialistes lorsque le parti hitlérien fut interdit en Autriche entre 1934 et 38) et l'ÖVP, qui arborait à l'époque le noir, l'a troqué contre du turquoise en 2017.

Les sanctions étaient restées largement symboliques et s'appliquaient essentiellement au niveau du protocole diplomatique, lors de visites de membres du gouvernement autrichien. Le président

français de l'époque, Jacques Chirac, avait été l'un des instigateurs de telles mesures, montrant un certain agacement, mais les sanctions n'avaient en réalité fait de mal à personne.

MINISTÈRES RÉGALIENS POUR LE FPÖ

Aujourd'hui, rien de tel, même au niveau symbolique. Aucune sanction n'a été prise ni même discutée alors que, depuis la mi-décembre 2017, le FPÖ occupe à nouveau plusieurs postes de ministres dans le cadre d'une coalition avec l'ÖVP. Cette fois-ci, il a obtenu plusieurs postes-clés : la Défense, les Affaires étrangères et l'Intérieur. Le FPÖ, à travers ses ministres, a ainsi la haute main sur l'ensemble des services de police, de renseignement et l'armée. Ce qui a déjà produit certaines conséquences. Le 9 mars 2018, une unité de police, sur ordre du parquet financier, a ainsi mené une perquisition au siège du service de renseignement et de contre-espionnage BVT (« Bureau pour la protection de la constitution et la lutte contre le terrorisme »). Le prétexte officiel était fourni par une affaire de corruption impliquant trois membres du BVT. Cependant la perquisition n'a pas été menée par une brigade financière, comment l'aurait voulu la logique des choses, mais par une unité qui s'occupe normalement de la sécurité sur la voie publique... dirigée par un cadre du FPÖ. Les documents saisis n'avaient d'ailleurs pas de rapport, selon le BVT, avec

l'affaire qui avait fourni le prétexte. Le responsable politique de cette opération était le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Herbert Kickl.

Les services perquisitionnant le siège du BVT semblaient surtout s'intéresser aux documents relatifs aux milieux néo-nazis et à l'extrême droite violente (en partie liés au FPÖ) d'un côté, aux relations avec la Russie, de l'autre côté. Or, le FPÖ entretient une coopération structurelle avec le partie « Russie Unie » de Vladimir Poutine, et les soupçons d'un financement dissimulé par le régime russe existent. La ministre des Affaires étrangères, sans appartenance partisane mais nommée par le FPÖ, Karin Kneissl, a d'ailleurs eu l'idée d'inviter personnellement le président Poutine – qui est aussi venu pour assister à son mariage, le 18 août 2018 à Gamlitz en Autriche.

L'Autriche suscite, depuis, la méfiance de certains de ses alliés occidentaux. Le « Club de Berne », organisme qui coordonne les services de renseignement dans le cadre de l'Union européenne, a ainsi ouvertement évoqué en juin 2018 l'idée d'une suspension de la coopération avec l'Autriche. Le 7 septembre 2018, le ministre Kickl a d'ailleurs dû publiquement reconnaître que, suite à l'affaire de perquisition du BVT, il avait dû prendre des mesures afin de rassurer certains partenaires, pour ne pas voir son pays coupé des informations fournies par des services de renseignement alliés.

NICONSENSUS, NI COMPROMIS SOCIAL

En politique intérieure, le principal point de discord, qui a divisé non seulement la société autrichienne mais aussi l'électorat du gouvernement lui-même, a concerné la nouvelle « Loi numéro 303/A » sur le temps de travail. Son symbole est devenu la journée des douze heures, largement contestée, y compris dans les rues puisque 80 000 à 100 000 manifestantEs ont battu le pavé à appel du ÖGB – la Confédération autrichienne des syndicats –, le 30 juin 2018 à Vienne.

Jusqu'alors, en Autriche, la tradition du « partenariat social » – bien que largement entamé par le capital national et international depuis une bonne vingtaine d'années – voulait, au moins pour la forme, que tout changement législatif en matière économique et sociale soit précédé d'une consultation des syndicats de salariéEs ainsi que des organisations patronales. Dans un passé pas si lointain, mais révolu depuis une trentaine d'années, les décisions qui en résultaient reposaient même sur un véritable consensus. Le mouvement ouvrier social-démocrate était à la fois très fortement institutionnalisé et incorporé à l'État, mais aussi socialement puissant. Il faut préciser que le KPÖ, le PC autrichien, obtenait des résultats électoraux inférieurs à 1 % de manière constante depuis les années 1950, l'extrême gauche n'ayant pas de surface électorale.

Cette situation débouchait sur le fait que les organisations du mouvement ouvrier, les syndicats mais aussi la *Arbeiterkammer* (AK ou « Chambre du travail », à laquelle touTEs les salariéEs sont obligatoirement affiliés et qui leur procure des services et des conseils, par exemple en matière de droit du travail et de retraite, et dont la direction résulte d'une élection par listes), à direction social-démocrate, étaient prêts à des « compromis », en acceptant le cadre capitaliste, mais en veillant à la conservation de certains intérêts de leur base. Or, depuis les années 1990, les « compromis » de la période antérieure ont de plus en plus cédé la place à des « réformes » libérales imposées par en haut, impulsées par les gouvernements successifs : de « grande coalition » (social-démocratie et droite conservatrice) jusqu'en 2000, puis droite et extrême droite entre février 2000 et octobre 2006, puis à nouveau de « grande coalition » jusqu'en 2017.

LE FPÖ ENTRE DÉMAGOGIE SOCIALE ET POLITIQUES PRO-PATRONALES

Le FPÖ s'était d'ailleurs construit, depuis que sa direction avait été prise en septembre 1986 par le courant d'extrême droite alors dirigé par Jörg Haider – en marginalisant le courant libéral, qui existait aussi au sein du FPÖ et le dirigeait au cours des années précédentes – en dénonçant ce compromis institutionnalisé et notamment la AK, au nom de « la lutte contre la bureaucratie et la corruption ». Avec des accents de Robin des bois anti-corruption et pseudo-rebelle, le parti s'était en réalité surtout fait la fer de lance d'une offensive libé-

à 10 % des voix (législatives anticipées en novembre 2002) et même à 6 % (élections européennes de juin 2004), avant de remonter lors des scrutins suivants. C'est ainsi que Strache a décidé de retourner, à l'été 2017, à un discours largement plus pro-patronal.

PASSAGES EN FORCE

Jamais les mécanismes de concertation, même symbolique, n'ont été autant méprisés qu'avec les « réformes » de 2018. En ce qui concerne la nouvelle loi sur le temps de travail, le projet de loi a ainsi été déposé le 14 juin 2018 et adopté le 4 juillet 2018, donc trois semaines après.



Heinz-Christian Strache (FPÖ) et Sebastian Kurz (ÖVP). DR.

rale contre le mouvement ouvrier institutionnalisé et incorporé à l'État.

Mais, au milieu des années 1990 et avec le déclin de l'État social, le FPÖ avait effectué un tournant vers une certaine démagogie sociale à tonalité anti-libérale, plus ou moins « socialisante » et protectionniste. Mais, en 2017, au cours des préparatifs des élections législatives du 15 octobre de la même année, l'actuel chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, a fait le choix stratégique de largement abandonner la démagogie sociale et anti-libérale. Ceci en considérant qu'avec un discours trop axé sur le social, la différence entre le FPÖ dans l'opposition et le parti participant au gouvernement – ce à quoi il se préparait déjà à l'époque – allait ressortir de façon trop flagrante, ce qui risquait de coûter, à terme, une bonne partie de son électorat. Érosion électorale dont avait été victime le FPÖ après son entrée au gouvernement en 2000, passant de 27 % des voix (législatives d'octobre 1999)

Elle est appliquée depuis le 1er septembre 2018. Autant dire qu'il n'y a eu aucune négociation...

Cette loi a créé des remous jusqu'au sein des partis gouvernementaux, puisque le parti conservateur et chrétien-démocrate ÖVP s'appuie sur une base sociale largement définie par l'appartenance au catholicisme (pratiquant). Or, en l'occurrence, l'Église catholique avait en bonne partie pris position contre la future loi, ce qui a affecté au moins la base de l'ÖVP. Et la « Fédération des salariés et salariées d'Autriche » (ÖAAB), qui constitue l'une des six branches organiques du parti ÖVP, a connu, dans la foulée, une vague de départ de dirigeantEs.

La ministre du Travail – Beate Hartinger-Klein – étant membre du parti d'extrême droite, une représentante du FPÖ



se trouvait donc en première ligne lors de l'adoption de la « réforme ». Et au congrès régional du FPÖ en Basse-Autriche (la région qui entoure la capitale Vienne), des délégués en sont venus aux mains à propos de cette législation. Par la suite, plusieurs dirigeants locaux du parti l'ont même quitté.

Quel est le véritable enjeu de cette nouvelle législation ? Il ne s'agit en réalité pas tant de créer une nouvelle possibilité de travailler plus longtemps. Jusqu'ici, la norme théorique prévoyait certes des journées de travail de 10 heures au maximum et un temps de travail hebdomadaire de cinquante heures au maximum, désormais portés respectivement à 12 et soixante heures. Mais avec le recours aux heures supplémentaires « exceptionnelles », l'allongement de temps de travail était, de fait, déjà possible.

Or, le taux de majoration de ces heures supplémentaires était fort – souvent 100 % – et, pour les salariéEs de certains secteurs, les primes encaissées par ce biais augmentaient leur rémunération de façon importante. Il faut savoir qu'en Autriche, le capital n'a jusqu'ici quasiment pas recours au travail temporaire comme « tampon », en embauchant des salariéEs intérimaires au moment des pics de commande, comme c'est largement le cas en France ou en Allemagne. Les employeurs autrichiens utilisent plutôt les heures supplémentaires pour faire face aux moments de fort accroissement des commandes dans l'industrie (ou de la demande dans le secteur des services, le tourisme constituant

un secteur économique de première importance en Autriche).

La nouvelle législation permet de « lisser » le temps de travail et de faire passer les heures travaillées au-delà du temps de travail hebdomadaire « normal » (défini par les contrats collectifs de branche), non plus en heures supplémentaires, mais en heures de travail « normales ». Le temps travaillé qui dépasse la norme hebdomadaire pourra être récupéré ultérieurement sous forme de repos, mais il n'y aura pas plus de majoration du paiement de ces heures. Au fond, c'est surtout cet aspect des choses qui a révolté bon nombre de salariéEs.

La parade trouvée par le gouvernement, pendant le – court – débat sur le projet de loi a été de faire une « concession » qui consiste à inscrire dans la loi que le « volontariat » des salariéEs constitue une condition pour l'allongement de la journée ou semaine de travail. Or, comme très souvent, le volontariat n'existe, en matière de travail subordonné, que de façon extrêmement théorique. Une affaire qui a fait un peu de bruit en Autriche est venue le rappeler : une aide cuisine, âgée de 56 ans et avec vingt ans d'ancienneté chez le même employeur, a été licenciée parce qu'elle avait refusé l'allongement de sa journée de travail. Son employeur a argué du fait que son refus de suivre l'horaire collectif perturbait le fonctionnement de la cuisine...

POPULARITÉ MAINTENUE

En réaction à la nouvelle législation, la confédération syndicale ÖGB avait promis, au moment où elle mobilisait pendant le débat parlementaire – fin juin 2018 –, un « automne brûlant » en cas d'adoption du texte. Or, conformément à

ses traditions d'organisation cherchant toujours la « respectabilité » vis-à-vis de l'État, elle n'a strictement rien entrepris qui justifierait ce terme, et son automne a tout au plus été tiède. Toutefois, dans la branche de la métallurgie, des négociations quelque peu durcies et la menace de grève ont abouti à un contrat collectif qui, en signe de compromis avec le patronat, prévoit la possibilité de travailler jusqu'à douze heures (sans passer par le recours aux heures supplémentaires exceptionnelles), mais avec une majoration du salaire de 100% pour la onzième et la douzième heure, et /ou pour toute heure travaillée au-delà de la 51e heure hebdomadaire. Cet accord date du 19 novembre 2018 et s'applique rétroactivement depuis le 1er novembre. Si une partie de la gauche radicale a crié à la trahison de la fédération syndicale, une autre considère toute de même que cette dernière a obtenu le maximum que le rapport de forces pouvait lui permettre, et que le recours à l'allongement de la journée du travail ne se fera pas fréquemment en pratique (ou alors il sera onéreux pour le patronat). Le même contrat collectif prévoit par ailleurs une augmentation des salaires de 3,0 à 4,3%. Après avoir passé cette épreuve, et ce malgré des dissensions assez sérieuses au sein de la société, le gouvernement peut toujours compter – au cas où son maintien ou sa chute seraient mis en jeu – sur le soutien d'environ 60% de l'électorat. Le 15 octobre 2017, les deux partis avaient respectivement recueilli 31,5 % (pour l'ÖVP) et 26 % (pour le FPÖ). Une certaine érosion de l'adhésion politique au FPÖ s'observe, mais elle est très loin d'être aussi forte que sa chute dans l'opinion entre 2000 et 2004, au cours de la période de sa dernière participation au gouvernement fédéral. En agitant en permanence le thème de l'immigration, en l'associant à « l'invasion », à « l'insécurité » et, de façon particulièrement prononcée au début de l'année 2019, au thème des violences faites aux femmes, le ministre de l'Intérieur Herbert Kickl regagne, au nom du FPÖ, régulièrement les faveurs de l'opinion publique. Un peu à l'instar de Matteo Salvini en Italie, les mesures et les déclarations « musclées » en matière de lutte anti-immigration permettent à Kickl et son entourage de surnager face au risque de perte de popularité d'un FPÖ aux responsabilités gouvernementales et menant une politique antisociale largement en conformité avec les intérêts patronaux. □

Manifestation antifasciste à Vienne. DR.



Hongrie : un mélange embrouillé de nationalisme et de néolibéralisme

PAR GYÖZÖ LUGOSI*

Le régime Orban participe d'une tendance générale (la crise des démocraties capitalistes libérales) mais a aussi des spécificités liées à l'histoire de la Hongrie, mais aussi à celle de Fidesz, le mouvement de Viktor Orban, et de la façon dont il a conquis le pouvoir.

Dans notre vision (celle de *Eszmelet*) qui se veut de gauche, radicale et marxiste (mais dont les références ne limitent pas à Marx), l'« illibéralisme » revendiqué de Viktor Orbán, c'est-à-dire le démantèlement conscient, voire méthodique, du système juridico-politique libéral, fait partie de la « fin de l'hégémonie de la culture libérale » (Wallerstein). Ce qui se passe depuis 2010 en Hongrie n'est que la réalisation, sous une forme excessive, avec la volonté d'aller jusqu'au bout (mais nous n'y sommes pas encore !) de la désagrégation de la « démocratie libérale ». Celle-ci, tant vantée lors de la chute des « socialismes d'État » en 1989-1991, s'est avérée ensuite une idéologie trompeuse

au service de la reconnexion – et de la sujétion – des sociétés de l'Europe de l'Est dans l'économie capitaliste mondialisée.

EFFONDREMENT DU PS HONGROIS

La particularité et la radicalité du « cas » hongrois (par rapport aux autres transformations similaires, mais vacillantes et encore partielles de la semi-périphérie européenne) s'explique d'abord, selon nous, par la radicalité/brutalité de l'expropriation capitaliste de l'économie hongroise durant les années 1990 et 2000'. Celle-ci a été essentiellement gérée, jusqu'à son effondrement électoral de 2010, par le PS hongrois et le gouvernement de Ferenc Gyurcsány (défenseur hongrois du blairisme et

desa « troisième voie » de sinistre mémoire...). Fidesz (« Union civique hongroise »), dont Orbán est aujourd'hui le président, était le sigle de l'ancienne Alliance des jeunes démocrates fondée dans la tourmente de la crise finale du système socialiste d'État durant la seconde moitié des années 1980. Elle s'est d'abord présentée comme une force démocratique-libérale. Mais sa volte-face antilibérale en 1994 (accompagnée d'une centralisation intérieure de plus en plus exclusive autour de la personne du président du parti Viktor Orbán) n'est pas étonnante du tout. Ce groupe de jeunes intellectuels – appartenant à la même génération, issus de la classe moyenne inférieure de la campagne hongroise et formés en parti – ne s'accrochait aux slogans libéraux que par un anticommunisme irréflecti. Ce cercle de jeunes hommes de l'époque, mis en position par le moment historique particulier, n'avait pas pu intérioriser les valeurs culturelles libérales : celles-ci leur étaient en fait étrangères, comme à la majorité de la population). Par ailleurs, ce groupe n'a même pas vraiment assimilé le conservatisme chrétien-démocrate et de vocation nationale qu'ils ont visé à adopter (et auquel ils se réfèrent) après le virage idéologique initié par Orbán.

ORBÁN A SU PROFITER D'UN MOMENT EXCEPTIONNEL

Orban et le Fidesz (et leurs clientèles/complices aux plus hauts postes du pouvoir



Viktor Orbán. DR.



politiques et économiques) n'ont, de fait, aucune conviction idéologique. Ce qu'ils ont « bricolé » comme fondement idéologique et politique afin de soutenir l'exercice continu et stable du pouvoir n'est qu'un mélange embrouillé de réminiscences horthystes², de cléralisme et du néolibéralisme servile. L'« orbanisme » est, en définitive, l'« art » perfectionné de la prise et du maintien du pouvoir politique, exercé par une faction d'élite formée autour de la personne d'Orbán, dans une constellation historique spéciale, de transition, « fluide » (selon le mot du grand penseur politique, István Bibó), en état de « bifurcation » (Wallerstein) où « rien (ou presque rien) ne semble prédéterminé, et tout semble possible » (Bibó) et où la marge de manœuvre des acteurs politiques s'élargit de manière significative. Orbán a reconnu et saisi le moment exceptionnel surgi en 2010, produit par la crise financière mondiale, l'exacerbation des politiques néolibérales du gouvernement à direction « socialiste » et les gaffes témoignant d'une incapacité personnelle du F. Gyurcsány, pour obtenir une majorité des deux tiers des députés aux législatives de 2010.

LA MONOPOLISATION DU POUVOIR

Cette réussite lui a légalement permis d'élaborer et d'enfoncer dans la gorge de la société une nouvelle Constitution (dite « loi fondamentale »), sur la base de laquelle il a ensuite démantelé tous les « freins » et « contrepoids » juridiques et institutionnels, puis occupé les postes clés politiques, en y parachutant des obligés inconditionnellement fidèles à sa personne.

Sont ainsi subordonnés à ses objectifs – outre bien entendu les instances du pouvoir exécutif, et ce à tous les niveaux – les postes du président de la République, du président du Parlement, la majorité des juges de la Cour constitutionnelle, la direction du Bureau de l'audit de l'État, le Bureau du procureur général (qui bloque systématiquement toute investigation judiciaire relative à la corruption gigantesque orchestrée par la sphère élargie et bien hiérarchisée d'Orbán), le Conseil des médias, etc. Orbán et le Fidesz ont en outre mis la Télévision et la Radio publique au service de la propagande gouvernementale, avec notamment la fabrication massive d'ennemis afin de semer la peur au sein des masses : migrants et terroristes « qui violent nos femmes et nos filles », complot de Soros (comprendre complot juif...). Ils ont mis sous contrôle la presse écrite nationale et départementale, ainsi qu'une grande partie des pages web les plus lues, et fait liquider, par des manœuvres financières, *Népszabadság*, le quotidien de plus grand tirage et d'orientation de critique sociale-libérale. Plus récemment, ils ont lancé une attaque contre l'autonomie de l'Académie des Sciences, et ont mis sous contrôle financier direct les universités d'État. Les écoles publiques (primaires et secondaires) gérées et maintenues depuis 1990 par les municipalités ont été étatisées, les programmes d'éducation hypercentralisés, etc. Des trois branches principales du pouvoir, la Justice seule reste encore partiellement indépendante, au moins au niveau des tribunaux et des juges, mais l'Office judiciaire national – responsable des

nominations des juges – est présidé par l'épouse d'un membre du cercle restreint de Fidesz, et est en conflit permanent avec les corps supérieurs des juges. Pour contourner les tribunaux indépendants, une loi a été adoptée juste avant Noël 2018 sur l'établissement de nouveaux tribunaux administratifs, dont les juges seront choisis et nommés dans les rangs des fonctionnaires d'État, et dont la juridiction s'étendra par exemple aux affaires relatives à la loi sur le droit de réunion...

ENRICHISSEMENT PERSONNEL

La monopolisation du pouvoir politique va de pair avec l'acquisition du pouvoir économique par cette faction étroite autour de Victor Orbán. L'homme déjà le plus riche de Hongrie, Lőrinc Mészáros, un ami d'enfance d'Orbán, possède tout un empire d'entreprises diverses, des centaines de milliers d'hectares de terres dans le département de Fejér, où se trouve le village natal d'Orbán et de lui-même, Felcsút, avec un stade de foot et un chemin de fer touristique nouvellement construits avec l'argent de l'UE (tous les deux vides par ailleurs...). Cela représente une fortune d'au total 1,2 milliards d'euros... Personne en Hongrie ne croit que ce serait vraiment la fortune de Mészáros (réparateur chauffagiste avant l'avènement d'Orbán). Le discours public est unanime : il s'agit évidemment de la richesse personnelle (à peine) déguisée de Viktor Orbán. Il découle de tout cela une autre spécificité du « phénomène » Fidesz : Orbán et son mouvement sont allés si loin, d'une part dans la déconstruction du système juridico-politique, d'autre part dans la prédation – légal(isé)e, mais illégitime – des richesses



Mur de barbelés construit à la frontière hongroise. DR.



Budapest, décembre 2018. DR.

nationales, qu'il n'y a plus de possibilité d'une normalisation négociée. Orbán et ses complices sont désormais contraints de garder le pouvoir à tout prix, parce qu'ils sont conscients que sa perte éventuelle – par une voie démocratique normale quelconque, par exemple, à la suite d'élections non-manipulées (ce que le système électoral, rendu inégal à l'extrême, exclut par ailleurs) – impliquerait nécessairement la perte des richesses accumulées dans les mains de cette nouvelle nomenclature, ainsi que leur mise en accusation et incarcération. Mais, d'un autre côté, cela signifie aussi que tous ceux qui rejette(raie)nt l'autoritarisme, le népotisme et le vol organisé au plus haut niveau du régime, sont privés des moyens politiques ordinaires et légaux de contestation, d'autant plus que l'opposition politique représentée par les partis est tombée en morceaux et souffre d'un déficit de légitimité très marqué.

UNE BASE SOCIALE HÉTÉROGÈNE

La base sociale de Fidesz est, de fait, assez étroite – du moins quant au pourcentage ou nombre de ceux qui la soutiennent activement. D'abord, les privilégiés du régime, une nouvelle aristocratie milliardaire (une centaine de familles). Puis une couche plus vaste, relativement aisée, de la classe moyenne, composée de jeunes fonctionnaires et employés qualifiés ayant de nombreux enfants et qui peuvent ainsi profiter des avantages de la politique fiscale (depuis 2013, l'impôt progressif sur le revenu est remplacée par un taux unique de 16% et l'impôt sur les sociétés est également très bas). La plupart des supporters/électeurs Fidesz forment cependant une masse hétérogène

majoritairement rurale, dont le soutien est passif. Nombreux sont celles et ceux qui sont reconnaissants pour le système des travaux publics introduit par le Fidesz dans les villes et villages touchés par un chômage de masse chronique, même si le revenu qu'ils peuvent ainsi obtenir est bien en dessous du seuil de pauvreté. D'autres – succombant à la propagande nationaliste gouvernementale – apprécient l'« ordre », le « calme » et la « sécurité » garantis par le pouvoir contre les « hordes de migrants » (même s'ils n'ont jamais rencontré de leur vie un seul musulman, arabe ou africain...). Matériellement, la stabilité du régime est fondée sur la conjoncture économique favorable pendant cette décennie, le taux de croissance élevé, assuré tout d'abord par le secteur multinational très présent en Hongrie, notamment les usines d'automobiles (Audi, Mercedes, Opel, Suzuki et prochainement BMW) qui bénéficient d'importants avantages fiscaux. Récemment (en décembre dernier), le Parlement a ratifié une loi – en dépit de la vive protestation des syndicats et des partis de l'opposition – qui permet aux employeurs d'obliger les travailleurs à 400 heures supplémentaires par an, et de ne payer celles-ci que dans trois ans (!)... Ce vote a entraîné d'importantes manifestations de rue. Enfin, concernant les rapports avec les autres pays du groupe de Visegrád³, la réalité diffère beaucoup de l'image idyllique affichée souvent par le gouvernement Fidesz. D'abord, les élites des pays voisins, où vit une population hongroise nombreuse (Roumanie-Transylvanie, Slovaquie-Haute-Hongrie, Ukraine-Transcarpathie et Serbie-

Voïvodine) se méfient de la politique de subventions généreuses de Budapest à leur égard, et surtout de l'octroi facile de la citoyenneté hongroise (droit de vote inclus), ce qu'elles considèrent souvent comme une sorte de « phase préliminaire » d'une revanche au traité de paix de Trianon (1920), qui avait organisé la dislocation de la Hongrie après la défaite de l'Empire austro-hongrois lors de la Première Guerre mondiale. Certes, entre Budapest et Varsovie, existe et fonctionne une alliance politique étroite – dans le but d'empêcher des sanctions éventuelle contre les deux pays de l'UE sur la base du célèbre article 7⁴ –, mais le PiS est très différent du Fidesz à maints égards ; Jarosław Kaczyński, un catholique fervent et politiquement convaincu, « visionnaire », est loin du cynisme de Orbán et de sa pratique de l'accumulation de corruption, d'autant plus qu'en Pologne les positions légales et institutionnelles de l'opposition (libérale) demeurent encore beaucoup plus importantes que celles des adversaires politiques de Viktor Orbán. □

* Membre du comité de rédaction de la revue de gauche hongroise *Eszmelet*.

(1) La « République populaire de Hongrie », liée à l'Union soviétique, s'est effondrée en 1989. (NDLR)
 (2) Après la défaite de la révolution de 1919, se met en place un régime nationaliste-conservateur dirigé par l'amiral Horthy. Après la Première Guerre mondiale, le traité de Trianon de 1920 démantèle la « Grande Hongrie » de l'empire austro-hongrois. Horthy, allié à l'Allemagne nazie dans l'espoir d'obtenir une révision de ce traité, sera au pouvoir jusqu'en 1944. (NDLR)
 (3) Le groupe de Visegrád réunit la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.
 (4) L'article 7 du traité sur l'Union européenne (TUE) donne la possibilité à l'UE de sanctionner un État membre qui ne respecterait pas ses « valeurs fondatrices ».

Suède : l'extrême droite bientôt aux portes du pouvoir ?

PAR PETTER NILSSON

Lors des dernières élections législatives suédoises, les « Démocrates de Suède » (extrême droite), ont obtenu 17,6% des voix. Une percée importante qui a engendré une crise politique de plusieurs mois, au cours de laquelle les deux principaux blocs de la vie politique suédoise (centre-gauche et conservateurs) ont tenté de construire des coalitions, sans intégrer l'extrême droite mais sous sa pression. Ce sont finalement les sociaux-démocrates qui ont réussi à composer un gouvernement (minoritaire), mais la place centrale de l'extrême droite est désormais un fait politique majeur en Suède.

Nous publions une version raccourcie d'un article de Petter Nilsson, membre du Centre d'études sociales marxistes à Stockholm, initialement publié sur le site Jacobin et traduit par nos camarades du site À l'Encontre. Si nous ne partageons pas nécessairement l'ensemble des vues exposées par Petter Nilsson, ce texte nous a semblé fournir une grille d'analyse utile pour comprendre le développement de l'extrême droite en Suède.

Le sociologue Walter Korpi a dit un jour en riant que « *la révolution ne viendra pas en Suède par la lutte armée, mais en consultant toutes les parties concernées* ». Il voulait suggérer qu'en Suède, rien n'est fait à la hâte ou unilatéralement, mais seulement par le biais d'une procédure régulière et d'un consensus. Pendant longtemps, cela est resté vrai. La Suède a connu de longues périodes de stabilité, principalement sous l'égide du Parti social-démocrate suédois des travailleurs (SAP), qui a mis en œuvre des réformes progressistes. Longtemps l'un des pays les plus « égalitaires » au monde, la Suède est aujourd'hui l'un des pays industrialisés où la division des classes sociales croît le plus rapidement. Elle n'a guère été la plus grande victime de la crise ; dans l'ensemble, la croissance est encore bonne et la Suède jouit encore d'un meilleur système social que la plupart des autres pays.

Pourtant, les transformations récentes signifient que certaines couches de la classe ouvrière, en particulier dans les zones non urbaines, ont le sentiment d'être laissées pour compte. Elles se sont de plus en plus tournées vers le populisme d'extrême droite, dirigeant leur colère non pas contre la politique

de classe du gouvernement, mais contre les immigréEs et « l'establishment ».

LES PERCÉES D'EXTRÊME DROITE

Le changement le plus décisif est la montée en puissance des Démocrates de Suède. Ces fascistes relookés ont renoncé à leurs défilés en uniforme, à leurs skinheads et à tout discours (explicite) sur les races inférieures. Lorsque l'actuel chef du parti, Jimmie Åkesson, a rejoint le parti en 1995, celui-ci faisait toujours partie d'un assez large mouvement néonazi. Mais sous sa direction, il s'est « réformé » en un mouvement populiste anti-immigration et anti-establishment.

Lors des précédentes élections, les Démocrates de Suède n'avaient remporté que 5% des électeurs qui avaient voté pour des formations populistes antérieures ; principalement des personnes âgées du sud rural où existe une tradition de xénophobie et de collaboration avec les nazis. Cependant, à mesure que le parti a atténué sa rhétorique agressive centrée sur la race, il s'est concentré sur un imaginaire nostalgique du passé où le système du bien-être était plus fort et où la population était (prétendument) homogène sur les plans ethnique et culturel.

Bien que selon des versions différentes, tous les partis partagent une version de cette narration historique. L'extrême droite a fait des percées parce que des couches importantes de la population, en particulier les ouvriers, ont vu leur situation se détériorer. C'est le cas de la Confédération des syndicats suédois (LO). Elle est toujours politiquement liée au SAP, mais moins de 40% de ses membres soutiennent aujourd'hui ce parti. Entre-temps, le vote des Démocrates de Suède au sein des membres de la LO a grimpé à 25%. Le syndicat envisage de rompre ses liens avec le SAP. L'emprise affaiblie du Parti social-démocrate des travailleurs (SAP) sur sa base ouvrière est due à la régression sociale qu'il a menée au pouvoir. Si, en 1980, les principaux PDG suédois disposaient d'un revenu moyen de 4,9 fois supérieur à celui d'un travailleur industriel moyen, en 2016, il était 54 fois supérieur. Depuis les années 1990, les services sociaux et les dépenses publiques représentent un pourcentage de plus en plus faible du PIB (Produit intérieur brut). Les secteurs déjà vulnérables de la population ont été les plus durement touchés ; le niveau de pauvreté relative des chômeurEs a triplé, passant de 10% en 2004 à 30% en 2012.

Cette redistribution inverse de la richesse est particulièrement remarquable dans les zones rurales. Depuis 1980, la moitié des 290 municipalités suédoises ont vu leur population diminuer, les gens étant contraints de s'installer dans les villes pour y chercher du travail. Les services sociaux ont suivi la même trajectoire. Alors qu'en 2000, 40 000 SuédoisEs se trouvaient à un peu plus de dix kilomètres de la maternité la plus proche, en 2017, leur nombre avait quasiment doublé pour se situer à 75 000. Après la concentration marchande, certaines petites villes sont maintenant à soixante kilomètres de la pharmacie la plus proche.

Si les Démocrates de Suède ont fait des percées à tous les niveaux de la population, leur électeur type est un individu de milieu rural, sans éducation secondaire ou supérieure. Mais si ce parti offre à ses électeurs la possibilité de protester de manière « identitaire », son succès tient surtout au fait qu'il a remodelé son agenda xénophobe sous la forme d'une défense de l'État-providence créé par le SAP au cours des décennies passées. Les Démocrates de Suède sont aujourd'hui la principale force qui exploite la faiblesse du centre-gauche qui domine depuis longtemps. Les alternatives de gauche au SAP sont dans une position moins favorable. Le Parti Vert a été affaibli après avoir fait

partie d'un gouvernement « rouge-vert » qui n'a pas réussi à fermer des centrales au charbon, à fermer des aéroports ou même à arrêter la construction de nouvelles autoroutes. Le moral de ce parti pro-immigrant a été particulièrement touché en 2015 lorsque le gouvernement qu'il soutient a introduit un plafond concernant le nombre d'immigrés. Certains députés ont démissionné et le parti a de la peine à dépasser, dans les sondages, le seuil de 4% pour entrer au Parlement. La situation du Parti de gauche [issu de l'ancien parti communiste], qui ne fait pas partie du gouvernement rouge-vert mais a voté en faveur de son budget, est plutôt meilleure.

L'instabilité est due à l'absence d'un « bloc historique » stable, c'est-à-dire une combinaison de forces sociales, d'institutions et d'organisations capables de jeter les bases d'une hégémonie politique durable, à la manière de la domination du SAP qui remonte au début du XXe siècle. Cela s'enracinait dans une alliance de longue date entre paysans et travailleurs qui, à son tour, incluait les « classes moyennes » dans un large compromis autour d'une politique de bien-être universel.

Le consensus a caractérisé la Suède pendant la majeure partie du siècle dernier. Même les opposants à l'hégémonie du SAP ont prétendu vouloir incarner une « social-démocratie plus

vraie et meilleure ». Les Modérés de centre-droit se sont qualifiés comme le « nouveau parti des travailleurs », tout comme les Démocrates de Suède prétendent aujourd'hui poursuivre l'héritage des dirigeants historiques du SAP. Aujourd'hui encore, aucun parti ou coalition n'a été en mesure de remplacer la position hégémonique stable dont le SAP jouissait autrefois.

UN FAUX DILEMME

Cette crise d'hégémonie de la social-démocratie est étroitement liée au rôle joué par le prétendu « dilemme progressiste », qui demande de choisir entre l'accueil des immigrés et la protection sociale universelle. Alors que les Démocrates de Suède disent que toute immigration est un fardeau impossible pour l'État-providence, le centre néolibéral prône l'ouverture des frontières tant que les salaires et l'aide sociale peuvent être réduits à un niveau qui puisse s'y adapter. Ces apparents contraires alimentent en fait la perception que l'immigration et l'aide sociale constituent inévitablement un jeu à somme nulle. Tous les autres partis s'alignent à un moment donné sur ce spectre.

On ne peut nier que l'arrivée massive de réfugiés relativement peu qualifiés et peu scolarisés, avec un pic important en 2014 et 2015 (avec respectivement 80 000 et 160 000 arrivées) représente un défi pour le type de marché du travail à forte productivité qui caractérise la Suède. En effet, c'est cette productivité élevée qui a permis à la Suède de maintenir des niveaux décents de salaires réels et de bien-être, même avec une augmentation du chômage au cours des dernières décennies.

Pendant un certain temps, l'afflux d'un grand nombre de migrantEs pourrait en effet mettre à rude épreuve les institutions organisant le marché du travail, qu'il s'agisse des cours de suédois gratuits, des agences municipales pour l'emploi ou de la formation professionnelle des migrantEs. Mais des investissements dans ces secteurs pourraient raccourcir cette période de transition et, éventuellement, résoudre le problème démographique posé par le nombre toujours plus important de retraités en Suède.



Néonazis à Stockholm, 2018. DR.



La Suède doit restructurer son économie afin d'éliminer progressivement sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles et elle aura également besoin de travailleurEs du secteur public pour s'occuper d'une population vieillissante. Ces objectifs nécessitent des investissements importants et pourraient constituer la base d'un programme actif visant à maintenir des niveaux élevés de migration tout en compensant ses coûts à court terme. En termes strictement économiques, la migration entraîne des coûts à court terme et des avantages à long terme; l'investissement doit donc viser à minimiser la période des « coûts ».

Malheureusement, le SAP n'a pas abordé la récente flambée de la migration en ces termes. Seul le Parti de gauche a fait valoir que des investissements massifs dans des réformes de l'éducation et de la protection sociale peuvent contribuer à rendre durables des niveaux élevés d'immigration, tout en évitant toute pression à la baisse sur les salaires due à l'afflux de personnes en « situation de faiblesse sur le marché du travail ».

Néanmoins, le fait que le Parti de gauche ait déjà adhéré aux restrictions budgétaires nationales – qui fixent des limites tant pour le déficit public que pour les dépenses publiques à chaque exercice budgétaire – rend plus difficile pour lui d'affirmer de manière crédible qu'il pourrait faire libérer les fonds nécessaires à la réalisation des investissements nécessaires pour gérer cette situation.

En plus de se soumettre à des restrictions budgétaires, le gouvernement a également refusé d'accepter que nous nous trouvions dans les premières étapes d'une phase historique caractérisée par des processus nouveaux de migrations d'ampleur. Sa seule possibilité restante a donc été de faire valoir que rien ne peut être fait, si ce n'est fermer les frontières et accorder des permis de séjour temporaire aux réfugiéEs qui sont déjà arrivés. Ainsi, même après que le Premier ministre a déclaré que la hausse du nombre de réfugiéEs était une « crise nationale », son gouvernement n'a fait aucune tentative pour y faire face avec les fonds qui auraient été nécessaires pour une réponse progressive à cette « crise ». Le fait que la plupart des pays européens aient fait encore moins n'est pas d'un grand réconfort.



Jimmie Åkesson, leader des Démocrates de Suède. DR.

RESSENTIMENT CONTRE « L'ESTABLISHMENT »

Le président du Centre d'études sociales marxistes a bien décrit le Parti de gauche comme une force qui, depuis trop longtemps, se veut une sorte d'étudiant modèle – diligent, honnête et poli dans le discours public – tout en abandonnant son rôle d'étudiant rebelle qui résiste au pouvoir. Aujourd'hui, il est perçu comme faisant partie de l'establishment, à une époque où les sentiments anti-establishment sont largement répandus. Désireuse de prouver ses capacités gouvernementales, la gauche s'est vantée que son budget est « financièrement sain », que ses députés sont « respectables » et que ses politiques sont en accord avec le consensus libéral.

Le respectable centre-droit ne critique jamais les Démocrates de Suède sans s'en prendre aussi au Parti de gauche, les qualifiant d'extrêmes tout aussi mauvais. Le Parti de gauche a réagi de manière défensive, par exemple en se taisant sur ses critiques à l'égard de l'Union européenne, une question aujourd'hui associée à l'extrême droite. Il en va de même pour la discussion sur l'immigration. Le parti a fait valoir à juste titre que le débat public a été trop biaisé en faveur des sentiments anti-immigration, mais il a été lent à mettre en lumière les questions stratégiques associées au maintien d'un soutien public à des niveaux élevés de migration.

Dans une période où les différences croissantes entre les classes sociales et les réductions de l'aide sociale ont

alimenté le ressentiment contre l'establishment politique, la gauche a été moins capable ou moins disposée que l'extrême droite populiste à tirer parti de ce mécontentement. La division croissante des classes sociales a entraîné une baisse des salaires réels dans les couches subalternes de la population active et a frappé encore plus durement les chômeurEs. Plus marqué en milieu rural, ce phénomène crée une base matérielle forte de ressentiment contre « l'establishment », c'est-à-dire les politiciens et les classes moyennes supérieures, riches en capital culturel, qui vivent principalement dans les grandes villes et ont le plus bénéficié financièrement ces dernières décennies. Cela a permis aux Démocrates de Suède de progresser rapidement parmi ces couches, en particulier parmi les travailleurs peu qualifiés. Des médias sociaux de l'extrême droite se développent également : certains des sites Web les plus populaires font maintenant concurrence aux plus grands journaux nationaux. De nombreux électeurs ruraux tirent une partie ou la majeure partie de leur « information médiatiques » de la propagande anti-immigréEs.

Les Suédois et Suédoises se soucient encore plus de l'égalité et du secteur public que de l'immigration, mais s'ils sentent que le centre-gauche et le centre-droit sont alignés sur les mêmes grandes questions, ils voteront à partir de ladite « question migratoire » et pour le parti qui semble représenter une autre voie : les Démocrates de Suède. □

« Pour nous, la grève de la faim, c'était une arme pour mobiliser les gens »

RETOUR SUR LA LONGUE GRÈVE DU CENTRE HOSPITALIER DU ROUVRAY (MARS-JUIN 2018)

Avec plusieurs mois de recul, cette interview revient sur la grève au Centre hospitalier du Rouvray en 2018. Ayant fait appel à des moyens extrêmes, rarement utilisés dans les conflits sociaux, comme la grève de la faim, cette grève a pris une dimension nationale, et elle a contraint l'ARS¹ – et derrière elle le gouvernement – à reculer et à satisfaire de manière significative les revendications des personnels. Le tout dans un moment où les grèves victorieuses sont rares et où la psychiatrie publique est au cœur des contre-réformes de la santé.

Les participantEs à cette interview sont : Sébastien Ascoët, cadre de santé et militant CGT. Il a été l'un des négociateurs avec l'ARS ; Bruno Fresnard, ambulancier et militant CGT. Il a été l'un des grévistes de la faim ; Dominique Pierre qui, en tant que membre de famille de patient, a été l'une des animatrices du comité de soutien ; Frank Prouhet, médecin généraliste, qui a été l'un des animateurs du collectif de médecins qui ont assuré le suivi des grévistes de la faim.

Propos recueillis par Jean-Claude Laumonier.

QUELLES ONT ÉTÉ LES ORIGINES DE CETTE GRÈVE ?

Bruno : Les racines du conflit remontent à 2016 . La direction avait, alors, voulu créer un pool de remplacement pour pallier au manque d'effectifs dans les services de soins en « déshabillant » certains services prétendus « mieux pourvus » en personnel que d'autres. La CGT et un collectif soignant, rejoints par la CFDT, avaient lancé un mouvement de grève en demandant des recrutements, prioritairement pour pallier le manque d'effectifs dans les services et éventuellement, en plus, un pool de remplacement. La CFDT, à l'époque, ne s'était pas jointe au mouvement, approuvant le principe des redéploiements. Un mois de grève avec des piquets 24h/24, mais nos revendications n'ont pas abouti.

Sébastien : Mais, suite à ce conflit, le CHSCT a réussi à obtenir un audit et une expertise qui ont dit, tous les deux, la même chose : l'établissement du Rouvray, en terme « d'offre de soins » était très bon, proposait beaucoup de choses, mais fonctionnait depuis trop longtemps avec des moyens constants et donc des redéploiements. Ces documents constataient que des limites étaient atteintes et que les propositions

de la direction, à l'époque, étaient tout à fait à côté de la réalité.

Les résultats de ces deux grandes enquêtes n'ont pas du tout été pris en compte. La réaction de la direction a été « On continue » ; c'est-à-dire on continue à aller dans le mur. Là, on a senti qu'il fallait changer de ton. On s'est réunis en intersyndicale. On s'est mis d'accord sur une plateforme revendicative avec 4 ou 5 points [voir encart] sur lesquels nous étions totalement d'accord. Nous avons aussi décidé de mettre un peu de côté nos divergences sur des points qui n'avaient pas à être traités dans l'urgence.

On a voulu commencer à discuter avec la direction. Mais, pour discuter, il faut avoir des interlocuteurs. Nous avons été confrontés à beaucoup de mépris, d'arrogance, à des réponses très cinglantes. Je me souviens de phrases : « Ça ne sert à rien ce que vous êtes en train de faire », « Ce n'est pas la peine d'aller demander à l'ARS, il n'y a pas d'argent », « Retournez là d'où vous venez », etc.

Ces paroles venaient de la direction. Les médecins, eux, étaient absents, même si certains d'entre eux étaient sensibles à ce que nous disions, mais ils étaient très minoritaires et surtout ils n'avaient pas le droit d'exprimer quoi que ce soit. Les consignes de la présidence de la CME²

étaient très claires : ne nous mêlons pas de ça !

C'EST ALORS QUE LA GRÈVE A DÉMARRÉ ?

Sébastien : Oui, car on est alors arrivé à une situation où le personnel en général (pas seulement les soignants) ne peut plus à travailler en confiance, en responsabilité. On commence à avoir des collègues qui viennent au syndicat parler de leurs conditions de travail . Ils craquent. Ils nous disent « Quand je viens travailler, j'ai l'impression de faire mes huit heures de maltraitance », « J'ai une culpabilité terrible », « Je ne suis plus un soignant », « Je suis désavoué par rapport à ma fonction »... Nous demandons des réponses rapides à la direction, mais il n'y a qu'une réponse : « On n'a pas d'argent, il n'y en aura pas plus », réponses dans la continuité de la loi HPST³. Cette loi, elle nous fait du mal !

Bruno : Le 22 mars [2018] la grève démarre, c'était une journée de grève de la fonction publique. Nous nous étions inscrits dans ce mouvement, et nous avions



déposé un préavis de grève reconductible illimité. Une fois la grève commencée, avons eu du mal à rencontrer les tutelles, à tel point qu'à un moment donné, le 17 avril, nous avons été obligés d'envahir les locaux de l'ARS.

Sébastien : Une heure et demie de discussion avec l'ARS, avec un face-à-face : d'un côté des tableaux et des chiffres, de l'autre la réalité de terrain, du sens au travail. Nous nous entendons répondre : « Ne vous plaignez pas, vous êtes "bien" au Rouvray par rapport au reste de la région et on va plutôt vous en retirer encore un peu. » À la fin on est évacués « gentiment » par les flics. On repart très énervés et un peu inquiets de la suite. On sent que le rapport de forces est difficile à poser.

Nous sommes de plus en plus nombreux, de plus en plus organisés, les assemblées générales grossissent, nous organisons des déambulations, des « sit-in » devant le Palais de justice, et aussi des « die-in », des collages, nous sortons le confit de l'hôpital, parce que nous comprenons assez vite que ce n'est pas dans l'hôpital que ça va se passer. Nous sommes un service public et nous voulons communiquer avec la population. On fait du tractage sur les marchés, on envahit l'hôtel du département, on embête un peu M. Hervé Morin⁴.

Bruno : Le 5 avril, nous avons été « accueillis » monsieur Macron lors de sa venue au CHU de Rouen, et nous avons été reçus par le Directeur de la santé. Lui aussi, après avoir dit qu'il n'était pas au

Le Centre hospitalier du Rouvray en quelques chiffres

Le Centre hospitalier du Rouvray, de Sotteville-lès-Rouen (76) est le « centre hospitalier de référence » en psychiatrie du département de Seine-Maritime. Desservant une population de plus de 671 000 habitantEs, il accueille chaque année, dans ses structures intra- ou extra-hospitalières, près de 30 000 patientEs. Ce qui en fait le 3^e établissement de psychiatrie publique de France. 170 médecins et 1860 agentEs (personnels soignants techniques et administratifs) y travaillent.

Entre 2014 et 2016, alors que l'activité croissait de 8,5%, les effectifs n'ont augmenté que de... 0,5%

La « suroccupation » des lits est chronique. Elle aboutit, à longueur d'année, à des hospitalisations sur des lits de camp dans des couloirs, des bureaux ou des chambres « d'isolement ».

courant, sort ses chiffres. Le 15 mai, nous participions à une action sur Paris avec les « hôpitaux en lutte » où l'on bloque les Champs-Élysées. Avant les Gilets jaunes ! Nous avons été des précurseurs ! C'est alors qu'est venue l'idée de la grève de la faim. Avec un copain, Thomas, on avait déjà discuté et on s'était posé la question « Jusqu'où t'es prêt à aller ? ». Avec comme réponse : « La grève de la faim », mais sans plus. Puis une semaine après, il me dit « J'ai discuté avec un tel, une telle, ils seraient d'accord pour une grève de la faim. » C'est des choses qu'on avait gardé en nous, sans en parler aux collègues. On s'était donné une date limite pour commencer et vu que rien n'avancait, on a décidé d'engager la grève de la faim à partir du 22 mai.

Il fallait passer un cran plus haut. À la fois pour redynamiser les collègues, parce qu'à force de se prendre des refus, ça peut décourager. La grève de la faim, pour nous, c'était quitte ou double : soit ça ne servait à rien, soit on allait déboucher sur quelque chose. Et ce quelque chose, ça a

été de mettre en colère les collègues. Ils sont sortis plus nombreux des services, ils se sont davantage impliqués dans la grève. Quelque chose que l'on n'avait jamais vu dans l'hôpital s'est enclenché. Certains se découvraient combattifs, alors qu'ils n'étaient jamais venus dans une grève « normale ».

Nous avons fait 18 jours de grève de la faim. Quatre d'entre nous sont partis avec le Samu, et il y a eu des séquelles physiques et psychologiques. Pour nous, la grève de la faim, c'était une arme pour mobiliser les gens.

Sébastien : C'est important ce que tu dis. Le Rouvray, c'est un hôpital où il y a des traditions de lutte mais, depuis 15 ans, toutes les luttes ont été perdues. La jeune génération qui travaille au Rouvray, depuis 15 ans, n'a connu que des échecs, même si elle n'a pas toujours participé aux actions. Elle n'a que ça en tête : « Ça ne sert à rien », « On perd ». Il a fallu aller les chercher, mettre le paquet, pour rendre l'outil syndical un peu « intéressant ». On a vu arriver tout un tas de gens non syndiqués qu'on ne voyait jamais, un peu surpris de ce qu'on pouvait proposer. C'est cet engagement-là qui a fait que ça a « pris » sur le Rouvray.

Le collectif qui s'est mis en place a permis à un tas de gens de s'engager dans le mouvement sans avoir d'étiquette. Il n'y a pas eu d'opposition, pas de recherche de récupération des uns ou des autres. On était sur quelque chose de très démocratique. Pendant la grève de la faim, il y avait deux assemblées générales par jour, où l'on était nombreux, où l'on pouvait prendre des décisions et le collectif de grève (avec les non syndiqués) a toujours été présent. Il y a toujours eu l'intersyndicale et le collectif de grève. Cela a rajouté à la force du mouvement, en



fédérant des forces qui habituellement se regardent et n'arrivent pas à se mettre ensemble. Là, chacun avait sa place, avec la même légitimité, participait aux mêmes rencontres (ARS, cabinet de la ministre...).

Tous les jours, il y avait l'assemblée générale de 14h, qui était en huis clos, sans personne d'extérieur à l'établissement, et tous les soirs à 18h, sur le parvis, devant l'administration, on en faisait une deuxième. Les grévistes de la faim se réunissaient de leur côté, et nous organisons une AG à laquelle participaient beaucoup de gens, le comité de soutien, mais aussi la population les familles, des patients, qui prenaient part à la discussion. Cela, on l'a tenu pendant 15 jours !

Bruno : Il faut aussi parler du comité de soutien. ils ont fait un travail phénoménal.

DOMINIQUE, TU AS ÉTÉ L'UNE DES ANIMATRICES DE CE COMITÉ DE SOUTIEN. QUEL A ÉTÉ SON RÔLE ?

Dominique : Des AG quotidiennes avaient lieu dans l'enceinte de l'hôpital. Les soutiens venaient de plus en plus nombreux. Au bout d'une semaine, toujours le silence sur la grève de la faim dans la presse, et pas un mot du ministère. À l'AG du 31 mai, un appel est lancé pour constituer un comité de soutien. Parmi les présents aux AG, il y avait des gens comme moi, qui ont des proches malades psychiques, des représentants d'associations d'aide aux malades, aux familles, des infirmierEs retraitéEs qui voulaient être utiles au mouvement. On s'est retrouvés une quarantaine. Le comité ne se substituait pas aux grévistes de la faim et aux personnels en



alerter les médias, à populariser la grève et à étendre le mouvement à l'extérieur de l'hôpital.

Le lundi 4 juin, l'idée d'une manifestation dans Rouen a été reprise. Bonne surprise : 1200 personnes pour une manif préparée en deux jours ! En tête les blouses blanches, puis le comité de soutien, des familles (avec banderoles), des associations de malades, des jeunes, des élèves infirmierEs, des psychologues, des agents d'autres hôpitaux, des cheminots et plein de gens de l'agglomération, du Havre, de l'Eure.

QUEL A ÉTÉ LE RÔLE DU COLLECTIF DE MÉDECINS QUI ONT ASSURÉ LE SUIVI DES GRÉVISTES DE LA FAIM ?

Frank : Rapidement les grévistes ont compris que la grève allait durer. Que le Samu, qui passait tous les jours, n'était pas très confidentiel pour l'ARS. Alors ils m'ont demandé un suivi médical, indépendant et militant. Une équipe de médecins s'est mise en place, avec

risques pour les reins, les yeux ou le cœur, mais près de 75 % des grévistes de longue durée vont souffrir après d'un syndrome dépressif. On a essayé d'expliquer aux grévistes, individuellement mais aussi collectivement, ce qui les attendait, les étapes et les risques d'une grève de la faim. Au fil des réunions et des conseils, la confiance s'est construite. Un suivi médical rapproché s'est mis en place, d'autant que les soucis médicaux se sont vite enchaînés.

QUE RETIENS-TU DE CETTE EXPÉRIENCE ?

Frank : Pas facile d'aider quelqu'un à se mettre en danger quand on est médecin ! Mais d'un autre côté, on peut servir de haut-parleur à cette mise en danger, comme médecin militant. À 10 % de perte de poids, un cap pour les dangers sur la santé, après débat avec les grévistes, on a décidé d'alerter les médias, les manifestants : « Là ils se mettent vraiment en danger, pour défendre la santé de leurs patients. C'est le moment d'y aller, tous ensemble pour gagner. » Cela a contribué à la mobilisation, notamment à cette manifestation hyper-combative où avec les salariés de l'HP, les usagers, les cheminots en grève, on s'est retrouvé à plus de 1000 en 48h.

À PARTIR DE QUEL MOMENT LA GRÈVE A-T-ELLE PRIS UNE DIMENSION NATIONALE ?

Bruno : On a eu les médias radiophoniques, dans des émissions à grande

Grève de 2018 : les résultats

Les revendications des grévistes

- Une réelle remise à niveau des effectifs pour accueillir de façon digne les patientEs
- Une véritable unité pour adolescentEs, jusqu'alors hospitalisés avec des adultes
- Une UHSA (unité spécialement aménagée pour détenuEs)

Ce qui a été obtenu

- Création de 30 postes pérennes (qui ne seront pas pris dans d'autres établissements)
- Création de l'unité pour adolescentEs
- Création de l'UHSA

lutte avec le comité de grève et l'intersyndicale, et toutes les décisions étaient prises avec leur accord. Il a servi à

la présence constante et bienveillante des médecins généralistes de l'HP, mais aussi d'un psychiatre. On pense aux



audience, trois passages en direct sur RMC. Bourdin a dû laisser parler Agathe, Thomas a participé à une émission sur la psychiatrie. On a eu des politiques « nationaux » qui sont venus nous voir : Benoît Hamon, Philippe Poutou, David Cormand... Ça a donné un coup de projecteur sur notre situation et sur notre lutte.

Sébastien : On a eu aussi un vrai soutien de Johaquin Moise⁵, de Hubert Wulfranc⁶ qui avait fait, bien avant la grève, en tant que député, une visite de l'établissement.

On a vu que dans la presse écrite il y avait des journalistes (Mediapart, Politis, l'Huma) qui venaient faire un travail objectif et précis. Ça nous a fait du bien! C'est très rare quand on a une couverture comme cela sur la psychiatrie.

« L'interpro » a été aussi une vraie force, en particulier les cheminots. On se retrouvait sur la défense du service public. Ils nous ont d'ailleurs plus aidé qu'on a pu leur rendre.

Bruno : Avec eux, et tous nos soutiens, le 7 juin on a bloqué Rouen. À l'ARS on a commencé à taper dans les portes. On n'avait plus rien à perdre. C'est alors que les choses se sont débloquentées. La préfecture a repris la main. L'après midi les négociations s'ouvraient. Le lendemain l'AG approuvait l'accord qui satisfaisait largement nos revendications.

LES ENGAGEMENTS PRIS À LA FIN DE LA GRÈVE ONT-ILS ÉTÉ RESPECTÉS?

Sébastien : Sur les postes oui. 24 postes sur les 30 prévus pour 2018-2019 ont été pourvus. Ce qui permet un peu plus de souplesse dans certaines unités de soins, mais par rapport à l'unité d'adolescents, rien. L'ARS nous promène. Il y a de gros soucis à ce sujet, des événements graves sont signalés, personne ne les prend en compte. Pas plus l'ARS que les directions. Le 3e gros point était l'UHSA [Unité hospitalière spécialement aménagée]. Ce qui semble d'actualité, c'est plutôt le renforcement de la qualité de la prise en charge sur l'unité « Badinter »⁷ qui part d'une idée un peu plus humaniste que les UHSA. Enfin, la suroccupation des lits continue...

LA QUESTION DU SOIN EN PSYCHIATRIE A ÉTÉ UN DES ASPECTS IMPORTANTS DE VOTRE GRÈVE.

Sébastien : Il y a aujourd'hui une volonté d'homogénéiser le soin en psychiatrie au détriment de ce qu'on fait depuis 50 ou 60 ans, et dont on sait la qualité. Nous ne sommes pas opposés à des innovations, mais venir écraser d'anciennes pratiques qui ont fait leurs preuves et avoir cette espèce de pensée unique sur le soin en psychiatrie, on n'est pas d'accord. C'est sur ce point que la discussion avec les médecins a été tendue pendant la grève. Il y avait une volonté, sinon de museler le mouvement, au moins de faire qu'il ne vienne pas sur leurs terres, qu'on ne vienne pas discuter du sens du soin et des pratiques de soins. □

(1) Agence régionale de santé, qui attribue les budgets aux établissements de santé.

(2) Commission médicale d'établissement : instance consultative qui réunit les médecins d'un hôpital.

(3) Loi Hôpital patient santé et Territoires, dite « loi Bachelot », votée en 2009.

(4) Président du conseil régional.

(5) Maire (PCF) de Saint-Étienne-du-Rouvray.

(6) Député (PCF) de la circonscription.

(7) L'unité de soin qui accueille actuellement les détenus.



L'affaire Dreyfus, moment de structuration d'une extrême droite en France

PAR PATRICK LE MOAL

« Les antidreyfusards ont véritablement donné corps au nationalisme, qui ne coïncide donc ni avec la droite ni avec une classe sociale. Du point de vue sociologique comme du point de vue politique, nous voyons qu'il s'agit d'une nouvelle droite. »

LA III^E RÉPUBLIQUE DE L'ORDRE BOURGEOIS

La création de la III^e République en 1871 marquait la fin du cycle ouvert en 1789, durant lequel la bourgeoisie française, pas assez forte pour asseoir son pouvoir, s'était appuyée alternativement sur les classes populaires et les féodaux. En 1871, sans craindre la restauration, elle peut écraser seule les forces vives du prolétariat parisien, et construire sa domination politique avec la III^e République¹, celle de l'ordre bourgeois contre la république sociale. Dans une société bouleversée par la seconde révolution industrielle, la montée du capitalisme et la grande dépression 1873-1896, elle se doit d'intégrer les masses dans la démocratie libérale. Le suffrage universel, l'instruction obligatoire et le service militaire seront essentiels à la « nationalisation » de la société autour de nouveaux mythes.

Les républicains engagent la bataille contre l'église, notamment dans l'éducation, avec l'instruction laïque obligatoire et gratuite. La pédagogie laïque est le creuset de la communauté nationale unifiée au delà des divisions sociales, régionales et culturelles, de la patrie² autour de la création d'une certaine histoire de France et de ses héros. Dans cette construction du compromis républicain autour du lien national-citoyen, la « protection du travail national » et la définition de l'étranger deviennent des enjeux politiques³.

C'est aussi la période de constitution de l'empire colonial et de la fabrication des « sauvages », mis en scène à la façon d'animaux dans des exhibitions. Les colonisateurs justifient ces nouvelles conquêtes : « Puisque la politique d'expansion coloniale est le

mouvement général des puissances européennes, nous devons en prendre notre part »⁴ et par le fait que les habitants des pays colonisés sont des « sauvages »⁵. Pour justifier politiquement les conquêtes, ils construisent une évidence : l'inégalité des races en s'appuyant sur une science nouvelle, l'anthropométrie qui classifie les races humaines⁶. Le manuel de lecture *le Tour de la France par deux enfants*, emblème de la politique scolaire laïque de la III^e République, explique aux enfants l'inégalité entre les « quatre races » en valorisant « la race blanche, la plus parfaite des races humaines... »

Cette exaltation nationale est très loin de la nation de la France révolutionnaire comme force émancipatrice du genre humain. En 1792, la nation était le résultat d'une volonté générale, les peuples ayant la liberté de disposer d'eux mêmes. En cette fin du XIX^e siècle, le patriotisme identitaire de la III^e République provoque une mutation profonde du « sentiment national » qui va donner des armes à l'extrême droite nationaliste et à l'antisémitisme qui apparaissent en politique.

LA TENTATIVE BONAPARTISTE DE BOULANGER, CREUSET D'UNE NOUVELLE FORME DE NATIONALISME

L'évolution de la Ligue des patriotes est



Alfred Dreyfus. DR.

significative de cette mutation. C'est une société de gymnastique, d'apprentissage de tir au fusil, une sorte d'armée de réserve patriotique⁷ pour mobiliser la jeunesse, qui a été fondée sous les auspices républicains en 1882 par Déroulède, un des fusilleurs de la Commune de Paris⁸. Elle va basculer en 1886 dans l'affrontement avec les institutions, et constituer l'appareil politique du Boulangisme⁹.



L'ascension du général Boulanger, première apparition d'une vraie force politique antiparlementaire, c'est l'espoir de la revanche contre l'Allemagne, pour laquelle il faut l'ordre intérieur que le régime parlementaire ne garantit pas du fait de son instabilité. Il regroupe tous les mécontents, des monarchistes à nombre de républicains radicaux et socialistes, d'anciens communards opposés aux républicains de gouvernement. Ainsi la majorité des blanquistes va soutenir Boulanger comme catalyseur de la crise.

C'est à ce moment que l'antisémitisme fait son apparition sur la scène politique. Le polémiste Drumont publie *la France juive* en 1886, où il écrit : « *Le seul auquel la Révolution ait profité est le Juif. Tout vient du Juif ; tout revient au Juif.* » Il fondera plus tard, en 1893, le journal *la Libre Parole* (sous-titre « la France aux Français »), qui dénonce les scandales et les liens entre le capitalisme et les juifs.

Boulanger triomphe aux élections, en 1888 et en janvier 1889, principalement dans les quartiers populaires de Paris grâce aux blanquistes. À l'annonce des

résultats, une foule l'appelle à marcher sur l'Élysée, sans succès. Le gouvernement dissout la Ligue des patriotes, inculpe Boulanger, change le système électoral, et organise symboliquement le centenaire de la révolution de 1789.

L'AFFAIRE DREYFUS

La découverte d'une divulgation de secrets militaires à l'Allemagne avait conduit vers un coupable tout désigné : un officier juif d'origine alsacienne. Dès octobre 1894, une campagne antisémite est déclenchée : lors de sa dégradation publique, le 5 janvier 1895, plusieurs milliers de personnes, à l'extérieur de l'École militaire, crient « À mort le traître ! », « Sale juif ! » Le 13 janvier 1898, Dreyfus est au bagne depuis trois ans. Malgré les preuves accumulées de son innocence, il n'y a que peu de voix pour le défendre. L'acquittement du responsable de la divulgation¹⁰ est l'injustice de trop, qui pousse Zola à publier « *J'accuse* ». En réaction, des émeutes antisémites éclatent partout, des milliers de personnes attaquent les maisons et boutiques juives, les synagogues. En janvier, de sanglants pogroms ont lieu dans toutes les villes d'Algérie¹¹. L'agitation antisémite va durer toute l'année, jusqu'à l'échec de la tentative de coup d'État en février 1899. Le Gouverne-

ment de défense républicaine¹² finit par agir en faisant gracier Dreyfus, arrêter et juger les leaders nationalistes. La bourgeoisie française confirme qu'elle a acquis l'hégémonie sur la société, contre cette extrême droite nationaliste, raciste et antiparlementaire constituée à cette époque.

antirépublicains (les républicains ne sont majoritaires que dans l'État-major général) et le monde catholique, la presse catholique comme la Croix, le Pèlerin qui se déchaînent dans l'antisémitisme. Puis la Ligue des patriotes, reconstituée en 1896, devient la principale place forte de l'extrême droite nationaliste¹³, mobilisant une bonne partie de la clientèle républicaine, plusieurs dizaines de milliers de militants¹⁴. Une autre organisation nationaliste et antisémite s'organisera en janvier 1899, à l'initiative d'hommes de lettres : la Ligue de la patrie française qui annonce 100 000 adhérents en quelques mois. Elle n'est pas un mouvement plébien comme la Ligue des patriotes, c'est un mouvement nationaliste qui n'aime pas le désordre. L'Action française naîtra d'un processus de radicalisation de cette Ligue, greffant le royalisme sur son nationalisme. C'est également à cette époque, en 1899, que commencent à s'organiser des syndicats jaunes qui entendent incarner une organisation « socialiste nationale », qui regrouperont des dizaines de milliers de prolétaires.

LES BASES IDÉOLOGIQUES DE CETTE EXTRÊME DROITE NATIONALISTE ET ANTISÉMITE

Paris est à cette époque le centre d'une révolution intellectuelle autour de théoriciens du nationalisme, qui vont être la référence des mouvements d'extrême droite du XXe siècle.

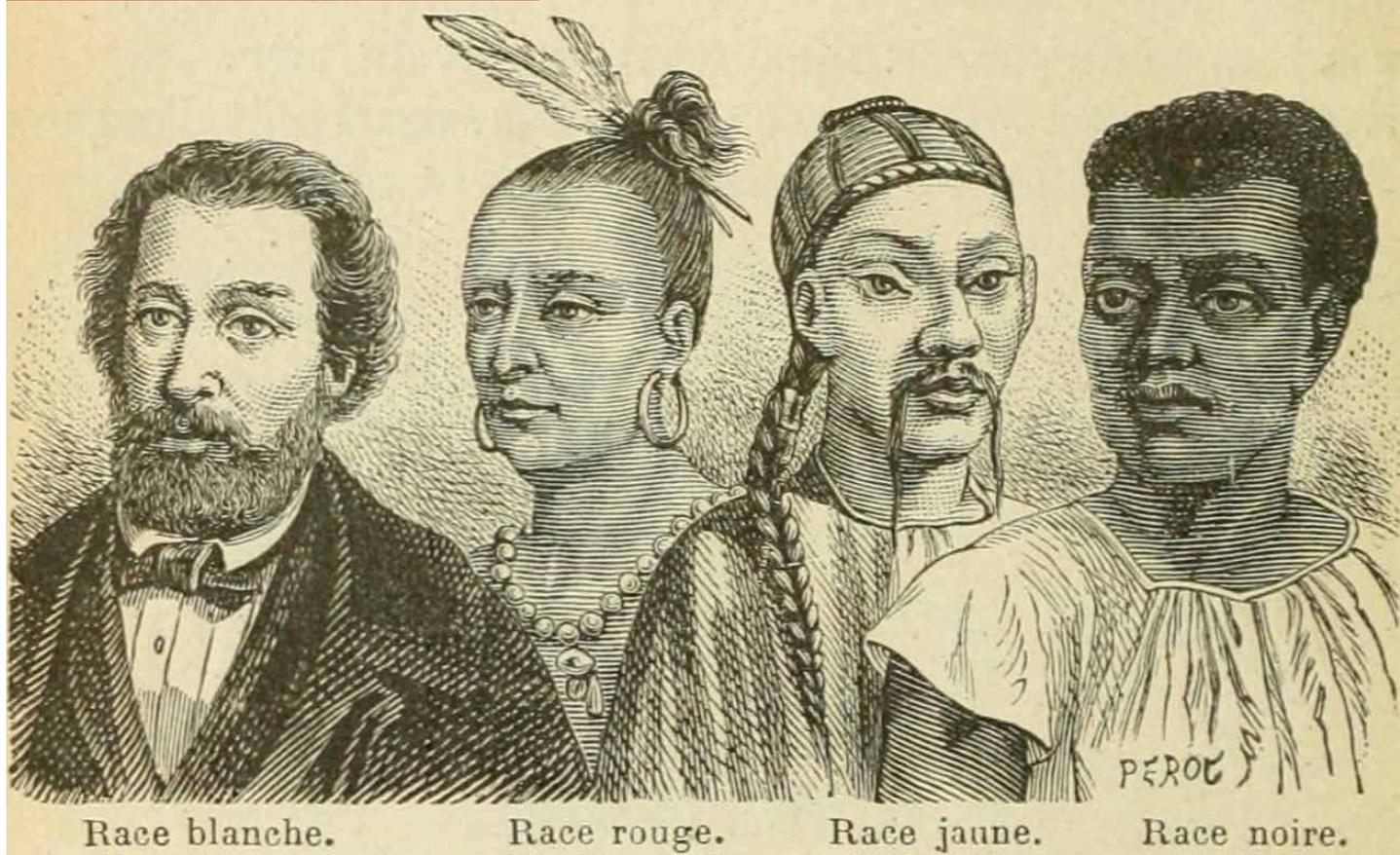
Sur quoi s'appuie cette idéologie nouvelle ?

- le darwinisme social, qui applique les lois de la sélection aux structures sociales : la loi du plus fort est naturelle ;
- l'antirationalisme, qui conteste que le comportement humain est commandé par le choix rationnel ;
- le déterminisme : « *Le comportement humain est inexorablement déterminé car chaque peuple possède une constitution mentale aussi fixe que ses caractères anatomiques* »¹⁵ ;
- le racisme biologique à prétention scientifique conforté par des anthropo-sociologues¹⁶ ;
- l'antisémitisme, qui rend « le Juif » responsable de tous les maux. Cet antisémitisme moderne, pièce maîtresse de l'idéologie nationaliste, est la synthèse du vieil antijudaïsme chrétien catholique et de l'antisémitisme socio-économique qui assimile « le Juif » au financier ;
- l'anti-intellectualisme, qui « prône



DR.

Manuel de lecture le Tour de la France par deux enfants. DR.



le culte de l'action, de l'énergie et de l'élan »¹⁷ ;

- l'exaltation de l'État au détriment de l'universalité des Droits de l'Homme, pour l'unité nationale autour de l'armée. « Les antidreyfusards ont véritablement donné corps au nationalisme, qui ne coïncide donc ni avec la droite ni avec une classe sociale. Du point de vue sociologique comme du point de vue politique, nous voyons qu'il s'agit d'une nouvelle droite. [...] Bon nombre de nationalistes ont pu être républicains, voire communaux. »¹⁸

QUI SONT LES DREYFUSARDS ?

La défense est assumée par des « intellectuels » qui vont obliger la classe politique à prendre position et agir. Notons que le premier quotidien féministe, *la Fronde*¹⁹, est résolument dreyfusard. C'est en réaction au déferlement nationaliste et antisémite que la Ligue pour la défense des Droits de l'homme est initiée en février 1898. Elle est créée par un républicain modéré, et y dominent les intellectuels de grand renom. Elle collecte de grosses sommes pour faire connaître la vérité, a une audience de masse mais moins de 10 000 adhérents, rien qui soit comparable avec les ligues nationalistes.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET

SOCIALISTE IMPUISSANT

Pour combattre l'offensive réactionnaire, le mouvement ouvrier français n'a pas les armes. Certains comme Proudhon sont antisémites. La plupart assimile le capitalisme au juif. Le déterminisme simpliste d'un marxisme vulgaire ne permet pas de combattre les options nationalistes. Tout cela explique le retrait sur l'Affaire Dreyfus, sur le thème « C'est une affaire entre bourgeois ». Mais ce retrait scelle de fait l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie triomphante pour « sauver la démocratie », au bénéfice de cette dernière. Quelques années après, au moment de l'affaire Jules Durand²⁰, une affaire Dreyfus ouvrière, la presse libérale restera de marbre !

La bourgeoisie française réussit donc, contre cette offensive nationaliste, à fondre les aspirations démocratiques dans les institutions qui forment l'État bourgeois, à déplacer l'affrontement avec le prolétariat sous d'autres formes, notamment dans les grèves, en marginalisant l'activité politique autonome des dominés. La mobilisation populaire en août 1914 montrera que la nationalisation des masses avait été beaucoup plus rapide et beaucoup plus profonde que leur socialisation. □

(1) Elle durera jusqu'en 1940.

(2) La Ligue de l'enseignement, qui oeuvre pour la laïcité, a pour devise « Pour la patrie, par le livre et par l'épée » (Zeev Sternhell, *la Droite révolutionnaire (1885-1914)*, Le Seuil, 1978, p. 80.

(3) C'est l'époque où des ouvriers français assassinèrent des dizaines d'étrangers (notamment italiens), en blessent des centaines.

(4) Jules Ferry à l'Assemblée nationale, dans Gilles Manceron, *Marianne et les colonies*, La Découverte, 2003, pp. 103-104.

(5) Gilles Manceron, *Marianne et les colonies*, p. 109.

(6) Gustave Le Bon, *les Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, 1895.

(7) Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Le Seuil, 1982, p. 16.

(8) Elle atteint très vite 182 000 adhérents. Voir Jean-Marie Mayeur, *la Vie politique sous la 3e république*, Le Seuil, 1984, p. 120.

(9) Général républicain qui n'a pu être au côté des Versaillais lors de la Semaine sanglante du fait d'une blessure.

(10) Esterhazy, qui a été découvert par le renseignement militaire.

(11) Il y a dans cette colonie des manifestations antisémites tout au long des années 1897-1899.

(12) Le « ministère Waldeck-Rousseau », composé de républicains et de radicaux, avec Galliffet, le massacreur de la Commune, et un socialiste dissident, Millerand.

(13) Ariane Chebel d'Appollonia, *l'Extrême droite en France*, éditions Complexe, 1988, p. 133.

(14) Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 19.

(15) Zeev Sternhell, *la Droite révolutionnaire (1885-1914)*, p. 150.

(16) Pierre Milza, *Fascisme français*, Champs-Flammarion, 1987 p. 81.

(17) Zeev Sternhell, *la Droite révolutionnaire (1885-1914)*, p. 174.

(18) Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 162.

(19) Fondé en 1897 par une ancienne journaliste du Figaro, Marguerite Durand.

(20) Secrétaire des dockers charbonniers du Havre, condamné à mort pour des faits dont il n'était pas responsable.



Algérie : une dynamique de crise pré-révolutionnaire

PAR ADEL ABDERREZAK

Le mouvement du 22 février prolongé par les manifestations du 1er, du 8 et du 15 mars, constitue une rupture avec une période de désenchantement et de pessimisme qui a caractérisé les mouvements sociaux, le monde du travail, l'intelligentsia et surtout les forces vives de la société algérienne, comme la jeunesse et les femmes. Un nouveau champ du possible est ouvert et la rupture avec un régime politique autoritaire, prédateur et clanique devient une perspective ouverte.

UN TOURNANT

Depuis octobre 1988, nous avons accumulé les défaites politiques. Défaite face à l'islamisme qui a su, entre 1988 et 1993, capter la radicalité sociale en mouvement dans la société, celle des démunis et des travailleurs, en usant d'un populisme religieux prononcé et d'une insolence face au pouvoir admirée. Le résultat a été un recul des forces démocratiques et de gauche laminées ensuite par la décennie noire où les islamistes vont jouer les va-t'en-guerre contre le pouvoir, mais aussi contre la militance politique anti-islamiste ciblant plus particulièrement intellectuels, syndicalistes et les femmes.

Défaite aussi face à un régime politique qui s'est fait une « crédibilité » d'un temps en jouant au pardon et à la réconciliation nationale, mais aussi en profitant du gonflement de la rente pétrolière pour construire deux millions de logements et le grand projet d'autoroute est-ouest en plus de méga-équipements dans le pays. Ainsi, Bouteflika, venu sur les cendres d'une Algérie brûlée, abimée, va jouer à l'homme providentiel et illusionner une partie de la population. Entre temps, son

régime a multiplié les atteintes aux libertés démocratiques, verrouillé le champ politique et associatif, fait de la corruption un élément systémique et appliqué à l'aise les mesures en phase avec la mondialisation néolibérale.

Ces défaites n'ont pas brisé les luttes mais ont rendu les forces sociales et le monde du travail plutôt sur la défensive ! De ce point de vue, le mouvement populaire enclenché le 22 février représente un tournant, une rupture. Il fait bouger les rapports de forces et libère les luttes et l'action populaire contre le régime politique pro-néolibéral, corrompu et anti-démocratique.

MAGIE POPULAIRE

Ce mouvement a démarré sur une action presque morale dénonçant cet acte immoral du clan présidentiel de présenter un président vieillissant, malade, infirme et sans paroles depuis 2013. Rapidement, le mouvement a pris une dimension populaire, nationale et d'une mixité inimaginable. La manifestation du 8 mars a été le summum de cette magie populaire où la fraternité, la présence massive des femmes, le civisme des jeunes et des slogans aussi politiques que faits d'humour ont marqué ce 8 mars. C'est surtout une manifestation grandiose par le nombre et par les couleurs, du jamais vu depuis l'indépendance !

La caractéristique de ce mouvement est l'implication de forces sociales comme les jeunes, les réseaux militants, les femmes et même les familles, les étudiants et de plus en plus les enseignants, les commerçants, qui ont bien répondu à l'appel à la grève générale et même des patrons qui ont des comptes à régler avec le clan Bou-

teflika et la façon sélective dont il a distribué la manne pétrolière durant son règne de 20 ans. Le monde ouvrier, bien que présent dans les manifestations, n'a réagi qu'accessoirement au début du mouvement dans certaines villes et certaines entreprises. L'UGTA, trop collée à Bouteflika grâce à Sidi Saïd son secrétaire général, a tout fait pour éviter une réaction syndicale et ouvrière en s'appuyant sur une bureaucratie horizontale carriériste et corrompue. Les syndicats autonomes, encore peu présents dans les entreprises, n'ont pas encore la représentativité qui leur permet de changer le cours des choses.

Ceci dit, depuis le 1er mars, des entreprises commencent à se lancer dans le mouvement et entamer des grèves et des sit-in dans leurs entreprises, à l'exemple des travailleurs des ports, des filiales de Sonelgaz (EDF algérien), et même de certaines administrations publiques comme la CNAS (caisse de la Sécurité sociale) ou les travailleurs de l'université. Ceci reste encore parcellaire tant que les grandes entreprises industrielles concentrant le gros des effectifs ouvriers n'ont pas bougé comme El Hadjar à Annaba, la zone industrielle de Rouiba (Alger) ou les travailleurs de Sonatrach au Sud. Cela représente des centaines de milliers de travailleurs et des secteurs stratégiques et sensibles dans la configuration de la classe ouvrière algérienne. La convergence des travailleurs avec ce mouvement de protestation populaire, à travers la grève générale plus précisément, pourra changer les rapports de forces très vite et favoriser la fin du régime, l'auto-organisation et la mise en œuvre d'une transition sous contrôle ouvrier et populaire. □